

Chapitre 4:
La persécution des Juifs dans l'Allemagne nazie
et le système concentrationnaire.

« Ce qu'il y a de criminel dans l'Allemand, c'est l'homme ».
(Romain Gary)

N.B. L'antisémitisme en Allemagne avant 1918 est traité au chapitre 1; l'antisémitisme, nazi ou non, durant la république de Weimar, au chapitre 2, ainsi que le cas autrichien; l'antisémitisme dans l'idéologie hitlérienne est évoqué plus précisément au début du chapitre 3¹.

Entre 1933 et 1945, en Allemagne et dans les pays que le *Reich* annexa ou occupa à partir de 1938, **les persécutions antisémites ont atteint une ampleur rarement égalée dans l'Histoire** – il est de nombreux autres cas de communautés humaines à peu près exterminées par la violence, comme les habitants des villes moyen-orientales victimes des invasions mongoles au XIII^e siècle ou les Indiens des États-Unis et d'Argentine au XIX^e, mais sur des échelles bien moindres ou bien sur des périodes beaucoup plus longues (une exception peut-être: le massacre d'un quart des Ukrainiens par le biais d'une famine organisée par l'État soviétique en 1930-1932).

La persécution des Juifs en Allemagne nazie eut trois caractéristiques essentielles. D'une part, **elle se fondait sur une haine essentiellement raciale** (en revanche, le facteur religieux n'y intervenait pratiquement pas: le régime nazi était complètement laïc), ce qui la

¹ Sur les thèmes abordés dans ce chapitre, la bibliographie est écrasante. Comme j'ai lu pour vous les principaux ouvrages d'Histoire, je ne donne pas de conseils en cette matière; du reste, à mon avis, sur des thèmes aussi dérangement la force d'évocation d'une œuvre littéraire ou graphique réussie sera toujours supérieure à la puissance de conviction de la meilleure démonstration scientifique.

Je vous recommande de lire, sur l'antisémitisme nazi, les deux tomes du journal de Victor Klemperer (tenu de 1932 à 1945, paru en Allemagne en 1995); des réflexions plus abstraites irriguent l'œuvre essentielle de la philosophe Annah Arendt, notamment, sur ce sujet, *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal* (paru aux États-Unis en 1963). Sur les camps "politiques", les meilleures évocations sont les romans de l'écrivain espagnol de langue française Jorge Semprun (notamment *Quel beau dimanche!*, paru en France en 1980, et *L'écriture ou la vie*, de 1995 – voyez aussi le cours sur la France, au chapitre 13); *L'espèce humaine* de Robert Antelme (paru en France en 1947), et le second tome des mémoires de Margarethe Buber-Neumann, *Déportée à Ravensbrück* (paru en Allemagne en 1985); sur la "solution finale", les œuvres de Primo Levi (1919-1987), surtout *Si c'est un homme* (paru en Italie en 1947), *Les naufragés et les rescapés* (paru en 1986) et *La trêve* (paru en 1963, sur le retour des camps); les œuvres de Georges Perec et d'Elie Wiesel (en français) portent aussi largement sur ces événements et les traumatismes postérieurs qui leur sont liés. Sur l'ensemble des persécutions antisémites, l'une des œuvres littéraires les plus réussies est la bande dessinée d'Art Spiegelman, *Maus* (parue aux États-Unis de 1973 à 1986); on y trouve aussi une très intelligente réflexion sur le rapport aux rescapés de l'Holocauste des générations suivantes, occupées à "survivre au survivant". Le film *Shoah*, de Claude Lanzmann, sorti en France en 1985, est tout aussi remarquable; il est entièrement fait de témoignages recueillis dans les années 1980. Pour des images des camps, voyez par exemple *Nuit et brouillard* d'Alain Resnais, sorti en 1956; mais le plus impressionnant est sans doute l'œuvre graphique (toiles et dessins) de Zoran Music – cet artiste croate né en 1909, déporté à Dachau, s'est consacré à peindre le génocide à partir de 1970.

distingue notamment des grands massacres staliniens et maoïstes, motivés par la haine de classe et le délire utopique. D'autre part, elle fut revendiquée comme telle, y compris lorsqu'elle eut l'extermination pour but (non pas publiquement – l'existence des camps d'extermination était censée être inconnue de la population; mais à l'intérieur des structures de pouvoir à partir de 1941 on évoquait sans cesse la "solution finale du problème juif", par le biais de diverses métaphores transparentes), de même que la liquidation des koulaks en U.R.S.S. et celle du "peuple nouveau" dans le Cambodge des Khmers rouges, mais contrairement à toutes les autres grandes hécatombes de l'ère moderne (ainsi le Grand Bond en avant, l'expérience politique la plus meurtrière de l'Histoire, n'avait pas pour objectif avoué le massacre de dizaines de millions de Chinois, ce fut plutôt l'effet de l'incurie). Enfin et surtout, la persécution des Juifs fut organisée systématiquement par un État industriel moderne qui mit l'ensemble de sa puissance à leur service, qui produisit des cadavres avec les mêmes méthodes que l'on produit des marchandises, ce qui la distingue par exemple des pogroms qui eurent lieu en Russie et en Roumanie entre 1880 et 1914, massacres largement "sous-traités" aux populations locales excitées par le pouvoir, et même de la persécution des Arméniens de Turquie en 1915-1923, certes directement orchestrée par l'armée ottomane et le pouvoir, mais infiniment plus "artisanales" dans ses moyens. L'industrialisation des persécutions se retrouve dans une certaine mesure en U.R.S.S., mais à une importante différence près: en U.R.S.S., jamais l'acte de donner la mort n'a été lui-même industrialisé comme il l'a été en Allemagne nazie avec les chambres à gaz et le Zyklon-B¹.

Pour désigner cette persécution, on emploie ordinairement le mot de "génocide", qui a été forgé en 1944 par un juriste américain, Raphaël Lemkin, pour servir aux procès des dignitaires nazis survivants, lesquels s'ouvrirent l'année suivante à Nuremberg: le terme désigne une tentative d'élimination physique d'un groupe humain défini a priori – en d'autres termes: de femmes et d'hommes coupables seulement d'être ce qu'ils sont, pas de ce qu'ils font, coupables d'être nés, non pas coupables d'actions particulières. Ce terme, forgé pour le cas de l'Allemagne nazie, est d'un emploi assez malaisé dans d'autres circonstances, d'autant que certains voudraient le voir réserver à la seule "solution finale" (j'y reviendrai plus bas); il est cependant devenu à peu près consensuel pour désigner les massacres d'Arméniens en Turquie en 1915 et ceux de Tutsis au Rwanda en 1994. Depuis une vingtaine d'années, dans le contexte de diverses querelles politiques, il est employé à peu près à tort et à travers, avec des dérivés aussi imprécis, et douteux, que celui de "génocide culturel" – cette évolution est liée à un changement majeur de sensibilité politique en Occident concernant la seconde guerre mondiale, que j'évoque au début du chapitre 13 du cours sur la France. Depuis la sortie du film de Claude Lanzmann en 1985, en France et aux États-Unis le terme de Shoah est devenu courant aussi (avec une majuscule, car pour le coup ce mot ne désigne que la seule persécution des Juifs par les nazis et leurs alliés): c'est un mot hébreu qui veut dire "catastrophe". Dans le même esprit, on parle aussi parfois de l'"holocauste", un terme qui désigne à l'origine les sacrifices d'animaux par le feu dans la religion juive antique; il est assez mal adapté à ce qu'il recouvre aujourd'hui, car l'extermination des Juifs d'Europe n'a rien eu d'un sacrifice rituel et périodique, mais il s'est imposé par le biais de l'américain, langue marquée par une forte influence du vocabulaire biblique, et plus précisément par le biais d'une série télévisée de la fin des années 1970. En revanche, l'ouvrage déjà ancien (1961) de Raul Hilberg, qui constitue ma source essentielle pour ce

¹ Voyez le cours sur la Russie, aux chapitres 1 (pour les pogromes) et 3 (pour l'époque stalinienne), et sur la Chine, au chapitre 2 (vous y trouverez aussi une longue note sur le Cambodge). J'évoque les massacres d'Arméniens en Turquie dans l'annexe au chapitre 11 du cours sur la France.

chapitre, s'en tient à un vocabulaire plus sobre, employé par les nazis eux-mêmes: il a pour titre *La destruction des Juifs d'Europe*.

I-débats.

Différentes sensibilités, différentes écoles historiographiques se sont succédées. Dans les années 1945-1960, on s'intéressait assez peu à la spécificité des persécutions raciales, l'accent était mis bien davantage sur les persécutions politiques. La mort industrialisée, les chambres à gaz, etc., attiraient moins l'attention des historiens que le sort des résistants (on traitait plus ou moins l'extermination des Juifs comme une dérive pathologique d'une dictature particulièrement réactionnaire et sauvage); les médias et l'opinion ne faisaient pas la différence entre les camps d'extermination et les camps de concentration et de travail où l'on enfermait les résistants et les "asociaux", où les conditions de subsistance étaient inhumaines mais où l'on ne mettait pas immédiatement à mort une bonne partie des arrivants. Une partie des travaux de l'époque partait du présupposé d'une prédisposition naturelle de l'Allemagne aux régimes autoritaires, et des Allemands à servir les dictatures; certains expliquaient que c'était par suite de la "voie spécifique" où l'Allemagne s'était peu à peu engagée (le *Sonderweg*: voyez au chapitre 1). D'autres, suivant la thèse marxiste alors très en vogue selon laquelle le fascisme est un avatar du capitalisme à l'agonie, insistaient sur l'implication des capitalistes allemands dans le système concentrationnaire; pour certains, le camp de concentration n'était que la forme extrême de l'usine, bagne où les prolétaires étaient soumis à l'exploitation et à la déshumanisation (on était à l'apogée du taylorisme). C'était chez eux que l'on trouvait par exemple des notations concernant le *Zyklon-B*, le gaz de l'extermination, dont certains ingrédients étaient fabriqués par le *Konzern* chimique I.G. Farben; mais c'était dans une optique non centrée sur le génocide – ils niaient que l'antisémitisme fût la passion essentielle des nazis: ils tenaient, en quelque sorte, que l'extermination des juifs n'était qu'un accident de la lutte des classes. C'était quand même trop distordre la réalité, qui est que jamais les Juifs, nombreux dans la bourgeoisie allemande, n'ont été persécutés en tant que prolétaires¹!

Depuis les années 1970, avec le recul des sensibilités marxistes et l'attention accrue portée aux persécutions non politiques, aux victimes², une école spécifique d'Histoire du génocide s'est développée, autour notamment de Hans Mommsen et de Annah Arendt – mais le grand précurseur de cette sensibilité est certainement Raul Hilberg. On l'appelle souvent **l'école "fonctionnaliste"**. Elle a développé la thèse d'un "échappement" progressif, c'est-à-dire de la "radicalisation cumulative" d'un petit groupe d'aventuriers ayant échappé à tout contrôle, qui étaient arrivés au pouvoir en jouant (entre autres) de l'antisémitisme de beaucoup d'Allemands, mais qui mirent en place peu à peu, dans l'improvisation liée au caractère "polycratique" du régime, un projet d'une radicalité

¹ Cela dit, on est sans doute aujourd'hui dans l'excès inverse: l'antisémitisme n'était pas la seule passion des nazis, leur seul moteur. Le nazisme, on a presque tendance à l'oublier, était aussi un nationalisme extrême, un anticommunisme frénétique, un organicisme social. Le fait que je me sente tenu de consacrer un chapitre spécifique à l'antisémitisme, et à aucun autre aspect du nazisme, peut être analysé comme un trait d'époque; à l'évidence je ne l'aurais pas fait si j'avais rédigé ce cours voici trente ans, mais peut-être aurais-je consacré un chapitre spécifique à "la bourgeoisie allemande et le régime nazi"! Ç'aurait été ce que mes élèves, et le jury du concours, auraient attendu. Quel chapitre spécifique rajouteront mes successeurs dans trente ans?

² Sur ce retournement, voyez le début du chapitre 13 du cours sur la France.

antisémite que les Allemands ordinaires n'avaient jamais imaginé, qu'eux-même peut-être mirent du temps à formuler; les Allemands le servirent fidèlement à chaque étape, chacun accomplissant sa part d'un processus dont ils ne comprenaient pas toutes les implications, mais auquel ils acceptèrent de collaborer sans se poser de questions.

Pour les fonctionnalistes, certes les appels à l'extermination des Juifs ne dataient pas de 1941, mais ce n'avait été longtemps qu'une rhétorique, dangereuse par son pouvoir d'accoutumer les gens à l'inacceptable; en particulier, il est frappant de constater à quel point, dans les années 1920, on a peu accordé d'attention aux inquiétants propos de Hitler. Un passage célèbre de *Mein Kampf* explique que la vie d'un million d'Allemands tués au front aurait pu être sauvée « si l'on avait tenu douze ou quinze mille de ces Hébreux corrupteurs du peuple sous les gaz empoisonnés ». Ce texte nous évoque les chambres à gaz d'Auschwitz, mais Hitler en écrivant ces lignes pensait manifestement à l'ypérite dont il avait subi les effets, et c'est ainsi que les contemporains l'ont lu: rien en réalité dans ces lignes n'annonçait la spécificité de la solution finale, ce qui la distingue d'un "simple" ensemble de pogromes, ni d'ailleurs que le massacre dût concerner la totalité des Juifs d'Europe ou même l'Allemagne. Ces délires étaient courants depuis longtemps en Allemagne... et ailleurs, notamment en France¹; et pas seulement dans les milieux nationalistes: certains communistes usaient d'un langage tout aussi violent envers les bourgeois². C'est pourquoi ils n'attiraient pas d'attention particulière. Pas plus que les autres excités antisémites, Hitler en 1920 ni en 1933 n'avait d'idées précises sur la manière concrète d'éliminer les Juifs: du reste il ne choisit l'extermination qu'en 1941-1942, après avoir essayé une gamme à peu près complète de mesures antisémites de stigmatisation, d'appauvrissement, d'isolement, de confinement et d'expulsion – la "solution finale" s'imposa dans l'action: j'y reviens un peu plus bas à propos de la chronologie.

La discipline et l'organisation allemandes, legs de la "prussianisation" du pays au XIXe siècle, l'habitude de révéler l'autorité et de la considérer comme bonne par essence même durant le sommeil des Présidents, à plus forte raison l'incapacité à concevoir qu'un responsable fût un criminel; le refus de se poser des questions dans un monde en proie à tous les désordres et à toutes les confusions, une « soif de soumission » (Norbert Elias) après l'ébranlement de toutes les certitudes par le cataclysme de 1914 et ses suites, le manque d'informations globales sur la politique antisémite dans le contexte d'un État totalitaire, ou plus exactement la volonté des Allemands de « ne pas savoir ou de croire » pour « préserver le regard suffisant qu'ils portaient sur eux-mêmes » (N. Elias), auraient fait le reste: c'est la thèse de la **"banalité du mal"**, développée d'abord par Hannah Arendt. Les Allemands, dont il n'est pas question de nier l'implication dans un processus génocidaire qui a nécessité la collaboration de centaines de milliers de personnes, auraient été des bourreaux par conformisme, par légèreté et par indifférence, des bourreaux involontaires, instruments, mais non moteurs, d'une politique décidée par une minorité; rouages efficaces d'une machine de mort industrielle, pas spécialement cruels ni sadiques, simplement désireux de faire le travail qu'on leur avait donné avec une

¹ Voyez, au chapitre 6 du cours sur la France, le passage sur le "monument Henri".

² Voyez notamment les textes d'Aragon cités au chapitre 11 du cours sur la France.

Gründlichkeit (un souci de faire les choses à fond) toute allemande.

Ces approches tentaient notamment de répondre à une question qui taraudait les Européens depuis 1933: comment la patrie de Goethe et de Schubert avait-elle pu devenir le pays de Göbbels et de Mengele? Il s'agissait entre autres, à l'heure de la spectaculaire réintégration de la R.F.A. au monde démocratique dans le cadre de la guerre froide, de dissocier l'Allemagne du nazisme en affirmant que ce qui avait pu l'entraîner à l'horreur n'était pas un mal spécifiquement allemand; il s'agissait aussi, et peut-être surtout, de se débarrasser de toute tentation d'un nouveau racisme qui eût accablé le peuple allemand dans son essence, dans toute son Histoire, dans toutes ses réalisations.

Involontaires, les bourreaux allemands? Certains ne l'acceptent pas, notamment Daniel Goldhagen, le dernier en date des critiques de l'école fonctionnaliste, dont j'ai déjà évoqué le livre au chapitre 1. Outre que les analyses fonctionnalistes ne font pas assez appel à l'émotion et que le public veut des textes moins distanciés, des indignations plus immédiates, des réponses plus claires aux questions qu'elle se pose légitimement (j'ai déjà largement traité ce thème), les critiques ont beau jeu de souligner que les analyses que je viens de résumer ne rendent pas compte de la cruauté avec laquelle souvent les Allemands se sont comportés alors qu'ils n'y étaient pas obligés – ils firent souvent *plus* que ce qu'ils estimaient être leur devoir de bons Allemands ¹; que les fonctionnalistes se focalisent trop sur les camps d'extermination, oubliant notamment le rôle de l'armée allemande dans la Shoah. De manière plus globale, les

¹ Un exemple: les membres des bataillons de police de la *Wehrmacht*, chargés de meurtres collectifs de Juifs juste après la conquête de la Pologne et de l'ouest de l'U.R.S.S. À partir de la constatation que ces hommes, plus âgés que la moyenne des membres des *Einsatzgruppen* et donc déjà adultes à l'arrivée au pouvoir de Hitler (donc pas entièrement conditionnés par la propagande du régime), avaient la possibilité de refuser de participer aux tueries et ne l'ont pas fait, les fonctionnalistes tirent des conclusions incriminant les circonstances (ils s'acclimatèrent aux tueries collectives à l'occasion des toutes premières opérations meurtrières et finirent par y voir un aspect de leur travail qu'ils devaient bien assumer). Goldhagen au contraire en tire des conclusions incriminant le monde dans lequel ils avaient été éduqués: ces hommes étaient "des Allemands ordinaires" (c'est le sous-titre de son livre), représentatifs de la société allemande – or ils ne se sont pas contentés d'exécuter l'ordre de mort, ils y ont pris plaisir, ont torturé sans nécessité, ont invité parfois leurs femmes à assister au "spectacle", etc. Les critiques de Goldhagen font remarquer que ces hommes étaient placés dans des circonstances très particulières, et que dans ces groupes fermés aux effectifs réduits, les pressions collectives étaient très fortes et les phénomènes de conformisme, particulièrement accentués: les soldats tuent volontiers quand ils en reçoivent l'ordre, mais cela ne prouve pas que leur classe ou leur nation soit intrinsèquement meurtrière; on ne peut pas en déduire que dans les mêmes circonstances les Allemands dans leur ensemble auraient réagi de la même manière, et à plus forte raison qu'ils rêvaient de le faire en toutes circonstances. Goldhagen souligne quand même que tous les membres de bataillons de police, quel que fût leur âge, leur origine sociale ou leur milieu politique, réagirent identiquement; or ils avaient réellement le choix (l'armée allemande ne les eût pas forcés, elle ne voulait pas s'encombrer de faibles), et il n'y eut aucun refus. Était-ce parce que la possibilité d'échapper au "devoir" de massacre était toute théorique, les réfractaires risquant d'être mis au ban de la société, de ne pas retrouver d'emploi civil, etc.? Ou faut-il faire remonter cette identité de comportements, non obligée, à des conditionnements préalables identiques?

fonctionnalistes ne prendraient pas en compte les hommes concrets et leurs comportements concrets, mais privilégieraient « des explications non historiques, universelles et socio-psychologiques », oubliant que les gens ne sont pas des « marionnettes » mais ont « des croyances et des valeurs »; il faudrait réhabiliter les « choix individuels » et s'occuper un peu moins des structures collectives, un peu plus de la « manière » dont les Allemands se sont comportés; ne pas éluder la question de « ce que les bourreaux pensaient de leurs victimes » (ces citations sont de Goldhagen). Enfin les fonctionnalistes ne répondraient pas de manière satisfaisante à la question: pourquoi précisément en Allemagne et pas ailleurs? Les approches fonctionnalistes tendraient à imposer l'idée qu'en des circonstances identiques, ce qui s'est passé en Allemagne pourrait se reproduire partout ailleurs; or, cela ne s'est produit qu'en Allemagne: **« sans Allemands, il n'y aurait pas eu d'holocauste »**, rappelle assez justement Goldhagen, et il touche un point crucial quand il fait remarquer que les Italiens n'ont pas mis le même entrain au massacre, et que « la bonne question est donc celle-ci: quelles étaient, en ce milieu du XXe siècle, les spécificités de l'Allemagne, de la politique, de la société et de la culture allemandes, qui préparaient les Allemands à faire ce que les Italiens n'auraient pas fait »¹.

Cela revient à poser le problème dans les mêmes termes que dans les années 1950, comme si les travaux de l'école fonctionnaliste n'avaient jamais été écrits... On serait tenté de répondre à Goldhagen qu'effectivement l'Histoire de l'Allemagne a été tout à fait exceptionnelle: aucun grand pays industriel n'a autant souffert des conséquences de la première guerre mondiale; mais que le vrai problème, à l'aube du XXIe siècle, n'est plus ce que les Allemands ont fait voici soixante ans, mais ce que chaque homme est capable de faire lorsqu'il s'abandonne à la face obscure de sa personnalité. Une partie des critiques de Goldhagen sonnent juste; mais se réfugier dans des réponses aussi simplistes et irrationnelles que l'« antisémitisme démonologique » des Allemands, refuser systématiquement de faire la différence entre "un Allemand" et "un nazi" et se reposer sur l'idée qu'il y a des « cultures nationales profondément antisémites » sans jamais tenter d'expliquer les causes de cet antisémitisme-là et de ses dérives au XXe siècle, se comporter comme s'il était inscrit dans les gènes de certains peuples maudits, faire de Hitler un « dément » et assimiler sa

¹ Les italiques sont de moi. Les critiques de Goldhagen soulignent que l'antisémitisme était tout aussi extrême en Europe orientale, et qu'il n'a pas débouché sur un génocide; que dans ces régions le comportement des populations autochtones a été aussi cruel que celui des Allemands, mais que la différence réside dans le caractère *industriel* de la politique nazie d'extermination. Cela revient à accuser Goldhagen de se tromper de sujet par suite d'une obsession anti-allemande: le sadisme fleurit en maintes circonstances, il appartient au catalogue infini de la cruauté humaine à travers les âges, mais il n'est pas le propre de l'Holocauste. Ce n'est pas entièrement convainquant: à circonstances égales, les Allemands n'ont-ils pas été plus "fragiles" que d'autres face à la tentation du sadisme, plus enclins à se voiler la face, à refuser de réfléchir, plus faciles à transformer en rouages de la machine de mort? Chez les Soviétiques, même au paroxysme de l'horreur communiste en 1918-1920 et en 1930-1933, on ne retrouve pas ce sadisme de masse; en Chine, il apparaît exclusivement dans la Révolution culturelle et dans les purges d'intellectuels. Cela dit, l'hypothèse que je viens de mentionner est largement indémontrable, à cause de la restriction "à circonstances égales": les circonstances des années 1941-1944 étaient inédites et ne se reproduiront jamais nulle part – espérons-le. On risque donc de ne jamais dépasser le stade de l'affrontement des convictions intimes.

N.B. Les deux dernières notes résument, et parfois paraphrasent, des débats publiés par la revue *Le débat*, numéro 93 (janvier-février 1997).

névrose à l'âme allemande, gâche complètement la démonstration: les critiques de l'école fonctionnaliste attendent toujours leur grand ouvrage, celui de Goldhagen est aussi décevant pour ce qu'il tente de démontrer qu'il est intéressant pour le ton qu'il adopte, les faits bruts qu'il livre et les critiques qu'il formule.

Un autre débat, passablement pénible, rebondit régulièrement à propos de la notion de **spécificité du génocide des Juifs**. Goldhagen lui-même a été accusé, en faisant du génocide le résultat, en quelque sorte, d'une pathologie allemande, de poser qu'aucun génocide ne peut avoir lieu ailleurs qu'en Allemagne. Les fonctionnalistes tiennent énormément à l'idée contraire; ils sont assez proches des historiens du totalitarisme, c'est-à-dire de ceux qui, réfléchissant sur les différentes remises en cause de la démocratie au XXe siècle, mettent en évidence les parentés entre dictatures extrêmes de droite et de gauche, malgré leur hostilité mutuelle. Annah Arendt, dont le nom est apparu plus haut, est la mère du concept de totalitarisme... Or un certain nombre d'historiens et, en France surtout, une bonne partie du grand public, craignent qu'en minorant la spécificité de la Shoah, en en faisant une parmi toutes les catastrophes du XXe siècle, l'on finisse en quelque sorte par relativiser les souffrances des Juifs d'Europe, par les oublier; ils y voient un risque de complaisance pour leurs bourreaux nazis. La formule de Gérard Courtois dans la préface du *Livre noir du communisme* (paru en 1997), selon laquelle « un enfant mort au Goulag vaut un enfant mort à Auschwitz », a provoqué une tempête que ne suffit pas à expliquer l'évidente maladresse de la formulation en des termes facilement interprétables comme marchands. Pour ceux que cette phrase a choqué, il est scandaleux de mettre le communisme et le nazisme sur le même plan; le communisme reste, d'une certaine manière, un progressisme, et le massacre des Juifs revêt donc une autre signification que celui des koulaks; les ressemblances entre les processus concrets ne sont pas significatives. En cette matière, j'ai déjà pris position de manière générale dans une longue note placée au début du chapitre 3; je souhaiterais le faire ici plus précisément sur le problème du génocide. Si vous en avez marre, sautez le paragraphe qui suit.

Fragment d'idéologie: pour moi, au contraire, les parallélismes d'attitudes et de comportements l'emportent sur l'opposition des objectifs: pour moi comme pour Courtois, un mort est un mort, qu'il ait été sacrifié sur l'autel du progrès ou sur celui de la réaction; une doctrine "progressiste" de haine et de mort vaut (au sens moral du terme) une doctrine réactionnaire de haine et de mort; la promesse d'un avenir radieux vaut celle d'un Reich de mille ans lorsque l'une et l'autre aboutissent aux mêmes horreurs; et les seules expériences historiques concrètes que nous ayons à notre disposition sont bien celles de réalités très comparables. Poser que dans d'autres circonstances elles auraient pu, elles pourraient ne pas l'être, est un acte de foi, non de raison; cet acte me semble risqué, car le risque existera toujours que les mêmes processus se reproduisent et aboutissent aux mêmes résultats. Il me paraît tout à fait légitime de recourir, au moins à titre d'hypothèse, au terme de "génocide de classe": ce qui s'est passé en U.R.S.S. en 1931-1932, c'est bien "une tentative d'élimination physique d'un groupe humain défini a priori". C'est pour cet ensemble de raisons que je me permets, notamment dans l'introduction du présent chapitre, des comparaisons entre l'extermination des Juifs d'Europe et d'autres massacres, notamment ceux qui eurent lieu un peu plus tôt en U.R.S.S., et plus tard au Cambodge, même si les premiers au moins étaient motivés en principe par la haine sociale plus que par la haine ethnique¹. Cette manière de procéder s'inscrit donc dans le cadre de

¹ En principe seulement: en pratique, ils se sont traduits par une violence particulière envers les peuples ukrainien et kazakh. Voyez le cours sur l'U.R.S.S., au chapitre 3.

la théorie du totalitarisme, et dans celui des théories fonctionnalistes de la Shoah, que je ne remettrai plus en cause dans la suite de ce chapitre.

N.B. Il me faut ici rappeler qu'en marge de ces débats qui, dans l'ensemble, opposent des femmes et des hommes qui se reconnaissent la qualité d'interlocuteurs sérieux, même si parfois ils se soupçonnent mutuellement de faire le jeu de forces moins respectables, il existe toute une école dite négationniste ou révisionniste¹, qui s'attache à semer le doute sur la réalité du génocide ou tout au moins de certains de ses aspects. L'argumentation revient le plus souvent à essayer de semer le doute sur le travail des historiens (ont-ils travaillé sur des sources de première main?), sur leurs sources (les négationnistes assurent qu'il n'existe aucune trace concrète des chambres à gaz; quant aux sources écrites, qui nous dit qu'elles ne sont pas falsifiées?), sur les témoins (sont-ils sincères? Peut-on ajouter foi aux dires de ceux qui furent partie prenante dans le conflit?), au nom, en principe, d'un souci radical de la vérité historique.

Il n'est pas très difficile de décrypter les a priori idéologiques des négationnistes: on a essayé de salir le nazisme, qui n'avait pas que des défauts; les historiens du génocide sont les victimes, ou les complices, d'une entreprise juive de falsification de l'Histoire visant à salir les Aryens après leur défaite dans la grande bataille des races... Du reste, ils ne publient que dans la presse d'extrême-droite, même si les plus connus viennent en fait de l'ultra-gauche². Si leurs raisons sont méprisables, le problème qu'ils posent n'est pas dépourvu

¹ Ce deuxième terme est moins négatif; il s'applique aussi, sous d'autres cieux, à des personnages plus respectables, notamment en Israël à ces jeunes historiens iconoclastes qui remettent en question les mythes du sionisme. Il s'est jadis appliqué aux dreyfusards, qui voulaient obtenir la "révision" du procès de Dreyfus. Pour cette raison, il vaut mieux ne pas l'employer ici, pour éviter les confusions et les amalgames.

² En France, le négationnisme est apparu dès l'immédiate après-guerre, à l'extrême-droite: en 1948, Maurice Bardèche, le beau-frère de Brasillach, dénonçait déjà la "falsification de l'Histoire" à quoi se résumaient, selon lui, les procès de Nuremberg (« on eut la bonne fortune de découvrir en 1945 ces camps de concentration dont personne n'avait entendu parler jusqu'alors, et qui devinrent la preuve dont on avait précisément besoin, le flagrant délit à l'état pur, le crime contre l'humanité qui justifie tout. (...) Et le silence fut tel, le rideau fut si habilement dévoilé, que pas une voix n'osa dire que tout cela était trop beau pour être parfaitement vrai »). Dans les années 1950 et 1960, un certain Paul Rassinier (1906-1967), ancien militant communiste, puis socialiste, ancien résistant déporté à Buchenwald et à Dora, très marqué par les héritages d'un certain antisémitisme de gauche, apporta au négationnisme la caution de sa biographie. Parmi ses disciples, on peut citer Robert Faurisson (né en 1929), un universitaire de formation littéraire, qui en 1978 parvint à porter le débat jusque dans les colonnes du *Monde*, et qui finit par se faire expulser de l'université Lyon-II au début des années 1980; mais aussi Roger Garaudy (né en 1913), l'ancien idéologue du P.C.F. dans les années post-staliniennes (voyez le cours sur la France, au chapitre 16), passé à l'antisémitisme et au négationnisme par antisionisme fanatique (il s'est aussi converti à l'islam); et dans les années 1990 les dirigeants de la librairie et maison d'édition "La vieille taupe", à Paris, eux aussi issus de l'ultra-gauche. Bien entendu, il y a aussi des négationnistes en Allemagne et aux États-Unis (entre autres le linguiste Noam Chomski, gauchiste égaré par sa passion critique et relativiste); tous se connaissent, se citent, font front.

d'intérêt: dès que nous ne sommes plus les témoins d'un fait, nous devons faire confiance à ceux qui nous le rapportent. Aucune vie ne saurait vous suffire à vérifier que toutes les informations contenues dans mes cours sont exactes, que je ne suis pas partie prenante d'un complot auquel sont associés tous mes collègues, tout le personnel des bibliothèques publiques et privées de la région parisienne et tous les tenanciers de maisons de la presse; il vous faut me faire confiance et, plus largement, faire confiance à la société où vous vivez – dans tout savoir, dans toute réflexion, il y a une part de cette confiance. Je vous ai pourtant expliqué, dans le cours sur la France, qu'avant 1914 on a beaucoup bourré le crâne des Européens, que c'était un bourrage de crâne collectif et qu'il aurait fallu ne pas prêter attention aux délires nationalistes, racistes et colonialistes d'alors. Il vous revient de juger, à l'aide de votre intelligence, de votre raison et de votre sensibilité, ce qui, dans le monde d'aujourd'hui, doit faire l'objet de l'exercice salutaire du soupçon, et ce qui mérite confiance; cela demande un esprit critique toujours en alerte, mais qui ne doit jamais dégénérer en scepticisme systématique ni en relativisme stérilisant; d'être clair sur ses principes et de ne pas les abdiquer, tout en gardant en mémoire que ce ne sont pas ceux de tout le monde; surtout, de ne jamais abdiquer sa liberté de réfléchir, même et surtout à l'égard de ce avec quoi l'on est d'accord.

II-Les manifestations de l'antisémitisme en Allemagne nazie avant juin 1941.

Cette partie prend fin à l'invasion de l'U.R.S.S. par l'Allemagne: c'est à cette date, plutôt qu'à celle de la conférence de Wannsee (en janvier 1942), que se situe la grande fracture dans la politique antisémite du III^e Reich. Jusqu'en juin 1941, la logique de l'antisémitisme nazi fut, en apparence tout au moins, une logique de séparation; à partir de juin 1941, une logique d'extermination s'imposa en U.R.S.S. occupée, et en janvier 1942, elle s'étendit à l'ensemble des territoires contrôlés par le Reich, directement ou par alliés interposés. À partir de cette constatation, il existe deux thèses: soit le projet d'extermination existait bien avant l'invasion de l'U.R.S.S., et les mesures prises dans les années 1930, qui d'ailleurs s'aggravèrent notablement à partir de 1938, peuvent être interprétées comme des mesures préparatoires à l'élimination physique des Juifs; soit, selon la thèse fonctionnaliste, l'objectif ultime de l'antisémitisme nazi ne s'est précisé que peu à peu, sous l'effet de la progressive "radicalisation cumulative" du régime: jusqu'à Wannsee (ou quelques semaines auparavant), il n'aurait pas été clair si cette élimination se ferait par extermination totale ou, au moins partiellement, par expulsion, et dans ces conditions les persécutions des années 1930 n'ont pas à proprement préparé l'extermination, mais l'ont "seulement" rendue possible, en pourvoyant les futurs bourreaux d'une définition juridique de la communauté juive et de recensements précis, puis en la plaçant sous un contrôle étroit, en la privant de tout moyen d'agir, en la plongeant dans la terreur et le désarroi.

Goldhagen soutient que les nazis ont toujours été animés d'idéaux éliminationnistes et qu'ils avaient, dès le début, le projet de liquider les Juifs. Hitler avait déjà évoqué la nécessité de tuer les Juifs dans un discours d'août 1920: « le verrou le plus solide et la prison la plus sûre ne sont pas sûrs au point que quelques millions d'individus ne puissent finalement réussir à les ouvrir. Il n'y a qu'un seul verrou qui ne puisse pas être ouvert, et c'est la mort ». Dans un discours de janvier 1939, le Führer annonça que le résultat de la guerre qui s'annonçait serait « l'anéantissement de la race juive en Europe » si l'Allemagne était victorieuse, l'anéantissement des Aryens sinon. Dans les années 1930, la situation ne permettait pas de passer de ces idéaux à une politique d'extermination; les nazis reculèrent car l'opinion allemande n'était pas

prête, car les pressions internationales risquaient d'être insupportables, car les Juifs n'étaient pas encore assez affaiblis; mais « les mesures [antisémites] étaient (...), à ce stade, les plus "finales" des solutions réalisables »¹. Avec la guerre, toutes ces précautions n'avaient plus lieu d'être.

Mais l'assimilation d'un *idéal* à un *projet* est hâtive. Surtout, les deux textes cités au paragraphe précédent sont isolés: le discours de 1920 eut peu d'audience, celui de 1939 demeura isolé. *Mein Kampf* ne disait rien de précis quant au sort final des Juifs, sinon qu'il fallait les expulser (le passage cité plus haut ne concerne pas l'ensemble de la communauté juive). Le projet d'extermination n'a jamais été clairement formulé avant 1941, même parmi les cercles dirigeants du régime (en tout cas, il n'y en a aucune preuve). Dans les années 1930 il n'y eut pas à proprement parler d'appels au meurtre, mais des appels au boycottage, à la cessation des contacts et à l'expulsion. Les plans concrets à l'étude à la fin des années 1930 étaient des plans d'expulsion – les nazis hésitaient entre diverses destinations, parmi lesquelles la Palestine et des zones mal déterminées de l'Europe orientale slave; en 1941 encore, il y eut un "plan Madagascar" coordonné par Eichmann, mais la Grande île, colonie française, n'était pas sous le contrôle direct du *Reich*.

Avec Hilberg, je préfère considérer qu'en 1920 et même en 1939, il ne s'agissait encore que de dérives verbales, des délires que leurs auteurs n'imaginaient pas devenir réalité jusqu'à ce qu'ils le fussent effectivement devenus. Les nazis mirent du temps à aller jusqu'au bout de leurs propres haines, de leurs propres fantasmes, à découvrir qu'il était possible de leur donner vie jusque dans leurs conséquences ultimes, que la machine de guerre allemande pouvait se transformer aisément en une machine d'extermination et que la population ne s'y opposerait pas. Il y eut bel et bien radicalisation, dans une ambiance de succès accumulés, puis d'exaltation et d'exaspération liée à la guerre totale²; et peu à peu ce qui était un idéal, un rêve, devint une possibilité, un projet, et finalement une atroce réalité. Surtout, cette explication par la "radicalisation cumulative" me semble mieux correspondre à l'irrationalité profonde de la "solution finale". Comment expliquer autrement qu'en pleine guerre, alors qu'il eût fallu mobiliser l'ensemble des ressources de l'Europe au service de la victoire, Hitler ait choisi d'affecter une bonne partie de ses troupes d'élite, des matériels ferroviaires, etc., à une entreprise sans

¹ Goldhagen soutient que le traitement réservé aux Juifs dans les années 1930 était déjà le plus sévère qu'on eût connu en Europe. Outre que ce point n'est pas évident si l'on songe à l'Espagne de l'Inquisition, à la Russie tsariste ou même à la Hongrie et à la Pologne des années 1930, il me semble que Goldhagen, obsédé par son intuition originelle de l'existence en Allemagne d'un "antisémitisme éliminationniste", refuse de comprendre qu'il existe, entre des mesures même sévères d'isolement et d'humiliation et un génocide, une différence non seulement quantitative, mais qualitative: c'est un *autre* type de politique antisémite qui s'est mis en place à partir de 1941. Par ailleurs, il donne rétrospectivement aux mesures prises dans les années 1930 une cohérence qu'elles n'avaient pas.

² Sur ce point, il existe un autre débat. On explique souvent que ce fut au moment où Hitler commença à sentir que la victoire était en train de lui échapper qu'il décida d'accomplir jusqu'au bout au moins une partie de ce qu'il tenait pour sa tâche historique, l'élimination des Juifs d'Europe. Mais c'est réduire le génocide à sa dimension concentrationnaire (Wannsee et ses conséquences). En réalité, l'extermination des Juifs a commencé dès juin 1941, alors que les nazis volaient de victoire en victoire face à une Armée rouge décimée par les purges. Du reste, même en janvier 1942 les jeux étaient loin d'être faits: la défaite de Stalingrad ne date que de janvier 1943, et le *Führer*, dont la rationalité n'était pas le fort, conserva longtemps la foi en un retournement de situation.

rentabilité économique ni militaire, à l'extermination d'une communauté désarmée et qui n'avait pratiquement pas résisté aux persécutions – une tâche pour laquelle il eût parfaitement été possible d'attendre la victoire?

A) L'antisémitisme officiel sous le régime nazi.

À partir de 1933, le racisme et l'antisémitisme envahirent le discours officiel en Allemagne, à commencer évidemment par les discours et les écrits du *Führer* et de toutes les grandes figures du régime, mais aussi les manuels scolaires, etc. Les stéréotypes physiques concernant les Juifs étaient enseignés à l'école, où l'on apprenait à "reconnaître les Juifs", et répandus par le biais des cartes postales, des affiches, des dessins, des expositions (par exemple celle sur *Le Juif éternel*, montée à Munich en 1937 et présentée ensuite dans toute l'Allemagne, comme celle sur l'art dégénéré) et bien sûr du cinéma (*Les Rothschild* de Erich Waschnek date de 1940, tout comme *Le Juif Süß* de Veit Harlan, qui fut un grand succès en Allemagne et en France). Même les problèmes mathématiques, je l'ai noté au chapitre 3, servaient à diffuser l'obsession antisémite. Un livre pour enfants entièrement consacré aux Juifs s'appelait *Le champignon vénéneux*. Voici une comptine extraite d'un autre livre pour enfants, paru en 1936:

« Le diable est le père du Juif
Quand Dieu a créé le monde
Il a inventé les races:
Les Indiens, les Nègres, les Chinois
Et aussi la créature malfaisante appelée le Juif »

Il s'agissait d'un antisémitisme nettement raciste, fort éloigné donc de l'antijudaïsme religieux traditionnel comme de l'antisémitisme économique, dont cependant l'on retrouvait des traces: la "race juive" était censée vivre depuis toujours aux crochets des "races supérieures", l'exploiter, la voler. Les Juifs étaient identifiés par des traits physiques et moraux empruntés à la caricature de presse de bas étage de la fin du XIXe siècle¹; et ils étaient systématiquement décrits en **des termes empruntés à la biologie**, c'est-à-dire comme des non-humains. Il était question d'une "solution à la question juive" (les derniers mots du *Champignon vénéneux* sont ces vers: « sans solution à la question juive / pas de salut pour l'humanité ») mais la nature de cette "solution" n'était pas explicitée. Très probablement, la majorité des Allemands crurent longtemps que le projet du régime était d'interdire tout contact entre les Juifs et les Allemands, de les parquer quelque part et de les punir de leurs actes passés, éventuellement par le travail forcé et gratuit: ce genre de projet était concevable dans le cadre de l'antisémitisme européen traditionnel, et sans doute de nombreux Allemands l'approuvaient. En revanche **jamais le génocide ne fut publiquement justifié, ni même exposé à la population allemande**, même lorsqu'il fut effectivement en cours à partir de 1941: à cette date les nazis cessèrent d'informer la population de l'évolution de leur politique antisémite.

Ce qui précède est en contradiction apparente avec le fait que la plupart des Allemands qui se trouvèrent confrontés à la "solution finale" y prirent leur part sans rechigner, et, comme le souligne obsessionnellement Goldhagen, que certains firent du zèle et laissèrent s'exprimer leur sadisme personnel: en somme, les

¹ Un exemple belge d'influence de ces caricatures, toujours aisément accessible: *Tintin*, notamment *Le crabe aux pinces d'or* et surtout *L'étoile mystérieuse*, album de 1942 où le personnage juif de Blumenstein, le chef des "méchants", a été américanisé et rebaptisé Bohlwinkel après-guerre; mais il a conservé son physique et sa gestuelle de caricature, directement inspiré par Caran d'Ache. Un superbe exemple, soit dit en passant des contiguités entre l'antisémitisme et l'antiaméricanisme! (voyez à ce propos le cours sur la France, au chapitre 14).

Allemands auraient été plus antisémites que les nazis eux-mêmes ne l'estimaient, ils n'auraient même pas eu besoin d'une pédagogie. Il me semble, j'en ai déjà traité, que Goldhagen grossit et charge d'une signification trop spécifique des faits malheureusement assez banals en période de guerre, surtout de guerre totale et, à partir de 1943, clairement sur le point d'être perdue; et que ce qu'il érige en perversion spécifiquement allemande, en effet d'un "modèle cognitif" spécifiquement allemand et spécifiquement antisémite, c'est simplement la part d'ombre qu'il y a en chacun de nous, laquelle peut toujours affleurer si l'on n'y prend garde, surtout en période de stress et d'exaltation extrêmes, d'effondrement des barrières morales (ici encouragé par les autorités), de glorification par toutes les voix autorisées de la violence, de la haine et de la brutalité. Tout ceci n'était pas présent avant 1941, c'est pourquoi le génocide ne se comprend que dans le contexte d'à partir de 1941.

B) La violence antisémite de rues.

Il y eut à l'époque nazie des manifestations d'antisémitisme qui s'inscrivaient dans la droite ligne des pogromes que la Russie et les Balkans avaient connus depuis la fin du XIXe siècle. Elles ne purent avoir lieu sans le soutien et les encouragements du régime; mais elles ne se rattachent pas aux processus d'industrialisation de la persécution, puis de la mise à mort, qui font l'originalité de l'antisémitisme nazi.

Durant toute la période républicaine, **les nazis, surtout les S.A., avaient multiplié les brutalités antisémites**, lesquelles s'inscrivaient dans un ensemble plus vaste de violences; ainsi en septembre 1931, à l'occasion du nouvel an juif, la S.A. berlinoise avait organisé une chasse aux Juifs – mais de nombreux non-Juifs furent molestés aussi, ce qui desservit l'image des nazis dans tous les milieux attachés à l'ordre. Juste après la prise de pouvoir, au printemps 1933, un moment ces brutalités prirent un tour systématique; fin mars 1933, en partie pour essayer de canaliser les déchaînements des S.A. et de leur donner un tour plus "officiel", le régime lança **une grande opération officielle de boycottage des magasins juifs** (les membres de la S.A. faisaient le piquet à l'entrée) et en avril il y eut un grand défilé antisémite à Berlin. Ce furent par ailleurs dans ces semaines que les Juifs commencèrent à être exclus de certaines professions (voyez plus bas). Mais très vite, le *Führer* rappela ses fauves à l'ordre: la population avait adopté une attitude plutôt attentiste, les milieux d'affaires (entre autres) s'inquiétaient du désordre et craignaient qu'une dynamique révolutionnaire ne fût à l'œuvre¹ – avec raison; mais à cette date Hitler avait encore besoin d'eux. Il n'y eut plus de désordres de rues antisémites jusqu'**en mars 1938**, juste après l'*Anschluss*, lorsque **de nombreux pogromes**, nettement plus spontanés, **eurent lieu dans toute l'Autriche**; là aussi, Hitler siffla rapidement la fin de la récréation.

Ces années de calme relatif contribuent à expliquer pourquoi **les Juifs d'Allemagne s'inquiétèrent beaucoup moins qu'ils n'eussent dû**. On les traitait mal, ce n'était malheureusement pas la première fois dans l'Histoire, mais en même temps le *Reich* semblait les protéger de la furie de la populace; dans ces conditions, il leur parut possible de se préparer à survivre comme ils avaient survécu des siècles au Moyen Âge, dans le mépris et la discrimination. Ils oubliaient seulement que le Moyen Âge était chrétien, ce que les nouveaux maîtres de l'Allemagne n'étaient point; ils croyaient qu'on peut vivre sous n'importe quelle loi, sans comprendre que dans le troisième *Reich* il n'y avait plus de loi, plus de morale, que

¹ Il y avait pas mal de Juifs parmi les patrons et pas mal d'ouvriers parmi les S.A.: les exactions ne risquaient-elles pas de s'étendre à l'ensemble des industriels?

le nazisme, dans son principe, leur déniait même le droit de vivre. « Les Juifs allemands étaient presque tous des bourgeois et ils étaient allemands: comme leurs quasi compatriotes "aryens", ils aimaient la loi et l'ordre; non seulement ils ne prévoyaient pas, mais ils étaient dans l'incapacité organique de concevoir un terrorisme d'État, même lorsqu'ils l'avaient déjà tout autour d'eux » (Primo Levi). On vit des Juifs condamner les manifestations de protestation qui eurent lieu à l'étranger au printemps 1933, tenter d'organiser un débat national (un débat!) sur la contribution des Juifs à l'Histoire allemande, se répandre en récriminations contre les émigrés qui avaient abandonné leurs frères et leur pays, accuser les sionistes de trahir la patrie... Et ils obéirent à toutes les mesures qui, successivement, les isolaient, les dépouillaient de leurs dernières capacités de résistance, jusqu'à ce qu'il fût trop tard, suivant la séculaire résignation des Juifs d'Europe à l'injustice, résignation qu'une bonne partie d'entre eux avait fini par intérioriser, qui avait fini par faire en quelque sorte partie intégrante de leur personnalité. Les mêmes phénomènes eurent lieu dans les régions et pays occupés à partir de mars 1938¹.

En novembre 1938, à la suite de l'assassinat à Paris d'un diplomate de l'ambassade d'Allemagne, von Rath, par un jeune activiste juif polonais du nom de Herschel Grynszpan (la Pologne venait d'expulser quinze mille Juifs, dont sa famille), Göbbels, s'appuyant sur un ordre oral du *Führer* (plutôt un *nihil obstat* en réalité), lança la S.A. dans un gigantesque pogrome, que l'on appelle habituellement la Nuit de Cristal. La quasi-totalité des synagogues d'Allemagne furent détruites, ainsi que plus de sept mille commerces juifs – le mot "cristal" fait référence aux éclats des vitrines brisées brillant sous la lune –; il y eut une centaine de victimes, et maintes vexations cruelles auxquelles la population prit part avec un certain entrain (à la veille du vingtième anniversaire de la défaite, de nombreux Allemands devaient être particulièrement excités). Il y eut entre vingt mille et trente mille arrestations; les Juifs arrêtés furent envoyés en camp de concentration, puis pour la plupart expulsés du pays; on confisqua leurs biens. La communauté juive, tenue pour responsable des destructions, fut condamnée à une amende collective d'un milliard de marks.

Puis, très vite, les choses se calmèrent à nouveau; Göbbels fut sanctionné et perdit toute compétence en matière de politique antisémite; les plus inconscients des Juifs parvinrent à se rassurer. Il n'y eut plus jamais d'explosion de violence de rues antisémite en Allemagne; en août-septembre 1941, lorsque les Juifs se virent imposer le port de l'étoile jaune, les autorités prirent toutes les précautions nécessaires pour éviter de nouveaux débordements... La violence de la Nuit de Cristal fit l'objet d'une vive et large désapprobation en Allemagne et même au sein de la N.S.D.A.P., au nom de l'ordre et de l'efficacité: les ruines des synagogues donnaient une image désastreuse de l'ordre nazi, elles risquaient d'effrayer la bonne société et de déclencher des réactions à l'étranger, à

¹ Cette résignation leur a été violemment reprochée en 1945, par les sionistes, par les rescapés des camps et par leurs descendants. C'est l'une des clefs du caractère extrêmement brutal de la politique arabe d'Israël, de la militarisation passablement poussée de la société israélienne: Israël est peuplé de Juifs bien décidés à ne jamais plus courber l'échine, à rendre coup pour coup, à exercer contre leurs ennemis une violence légitime – et même illégitime à l'occasion. L'épopée des guerres israélo-arabes n'a fait que renforcer ce "complexe de David", dont il n'est pas inutile de souligner qu'il ne saurait en aucun cas justifier ni excuser certaines formes particulièrement crues et particulièrement odieuses de racisme anti-arabe hélas aujourd'hui assez répandues tant en Israël que dans la communauté juive française, pour ne parler que de ce que je connais. Sur ces dérives, voyez le cours de Relations internationales, à la fiche A3.

une époque où l'Allemagne ne vivait pas encore en autarcie totale – Hitler était en train d'acheter autant de pétrole et d'autres matériaux stratégiques qu'il le pouvait, pour les stocker en préparation de la grande offensive, et ne pouvait pas se permettre des sanctions internationales, un boycottage des (rares) exportations allemandes, des résiliations de contrats¹. Dernier argument, les pogromes risquaient de déstabiliser l'économie – déjà, au printemps 1933, le docteur Schacht avait protesté que les Juifs étaient "habiles". Après la Nuit de Cristal, on s'aperçut notamment que les compagnies d'assurances auraient à déboursier de fortes sommes, et il n'était pas question de les en dispenser, d'une part parce que certaines entreprises juives avaient des actionnaires non juifs, et surtout parce que toucher au principe de la propriété privée eût, pour le coup, affolé la bourgeoisie.

Il faut ajouter à ces épisodes les atrocités spontanées auxquelles se livrèrent, durant la guerre, en général juste après le début de l'occupation allemande mais parfois avant, différentes populations d'Europe centrale, notamment des Roumains², des Lettons, des Ukrainiens et des Biélorusses. Pour ne prendre qu'un exemple, en Lituanie les troupes soviétiques (qui occupaient le pays depuis l'automne 1939; l'annexion avait eu lieu en juillet 1940) se retirèrent sans combattre au matin du 22 juin 1941, et la *Wehrmacht* n'arriva que le 23 au soir. Les habitants des villes lituaniennes occupèrent l'essentiel de ces quelques heures de liberté à d'épouvantables pogroms³. Le fait que les Juifs étaient nombreux parmi les militants des partis communistes locaux n'explique pas ces exactions, contrairement à ce que sur place l'on tente parfois aujourd'hui d'expliquer: c'était la haine qu'éprouvaient envers les urbains les campagnards et leurs descendants très récemment installés en ville, la haine des ignorants envers ceux qui savaient lire, la haine des ressortissants de nations neuves, peu sûres d'elles, envers les représentants d'une ancienne et brillante culture, la haine de ceux qui n'avaient que le contrôle des institutions et de la violence légale envers ceux qui de longue date contrôlaient l'économie moderne, la haine des producteurs et des ouvriers envers les commerçants et les patrons, la haine

¹ Pour la même raison, les mesures antisémites légales avaient été brièvement adoucies au moment des J.O. de Berlin, en 1936; des athlètes juifs avaient même été autorisés à concourir.

² Essentiellement dans les régions de Galicie orientale et d'Ukraine, que l'armée roumaine occupa en juin 1941 avec l'aide de la *Wehrmacht*; les Ukrainiens de cette région souffrirent passablement aussi, mais pas de pogromes en forme.

³ Lorsque j'ai visité Vilnius à l'été 1996, le gouvernement lituanien était en train de tenter de faire de cette date, promue "jour de la Liberté", la fête nationale! Les gens ne comprenaient pas du tout pourquoi les États-Unis et l'Allemagne, ainsi que le Congrès juif mondial, élevaient de vives protestations (elles ont eu finalement raison du projet). Tandis que je cherchais la trace ou au moins l'emplacement des anciennes synagogues, à mon enquête la plupart des passants répliquaient, sur un ton fort vif, que j'aurais mieux fait de m'occuper des souffrances de la nation lituanienne, et certains, que les Juifs n'avaient eu que ce qu'ils méritaient. Charmant pays, qui certes a souffert du communisme, mais où l'on a tendance à croire que cela excuse tout; où des formes tout à fait irrespirables de nationalisme ethnique se portent fort bien (on s'y entend expliquer que les Litvaniens sont les seuls Indo-Européens "purs", les seuls "indigènes purs" du vieux monde), où toute tentative de discussion est prise pour une agression, toute nuance pour une concession à l'ennemi. Aux dernières nouvelles (été 2000), il est question de reconstruire le quartier juif de Vilnius: ce qu'on ne ferait pas pour entrer dans l'Union européenne et pour attirer les touristes! Il y a même, paraît-il, un "ministre de la *Question juive*" – sans commentaire.

aussi bien sûr des catholiques et des orthodoxes envers le peuple "décide"¹. Toute cette violence exaspéra les Allemands, car elle était irrationnelle: décidément, les sous-hommes slaves et assimilés "ne savaient pas se tenir"². Voici un extrait d'un ordre d'un général allemand, daté de juillet 1941, et motivé par des tueries perpétrées par des Roumains:

« Étant donné la conception de la vie humaine qui prédomine en Europe orientale, des soldats allemands peuvent devenir témoins d'événements (...) qu'ils ne peuvent pas empêcher sur le moment, mais qui blessent au plus profond le sentiment allemand de l'honneur. Il va de soi que tout homme d'une sensibilité normale s'interdira de prendre des photographies d'excès aussi odieux et de les rapporter quand il écrira à sa famille. La préparation ou la diffusion de photographies sur de tels événements sera considérée comme portant atteinte à la bonne tenue ou à la discipline de l'armée et sera sévèrement punie. (...) Contempler avec curiosité de tels événements est indigne du soldat allemand »³.

C) Les lois de Nuremberg.

Pendant ces mêmes années 1933-1938, un processus bureaucratique d'exclusion des Juifs se mit en place, sans plan préétabli et avec assez peu d'interventions directes de Hitler: ce furent essentiellement ses subordonnés qui prirent des initiatives destinées à lui plaire, qui allèrent au-devant de ses désirs supposés, par conviction, par carriérisme et parfois par esprit de lucre; les bureaucrates et les exécutants appliquèrent ces décisions sans jamais protester ni faire preuve de mauvaise volonté. Jamais la politique antisémite ne fut confiée à un seul

¹ Il n'y a pas eu de pogromes en Estonie, pays protestant – l'antijudaïsme est moins fort, malgré Luther, dans la tradition protestante, plus attachée à l'Ancien Testament – et exclu de la "zone de résidence" des Juifs de Russie à l'époque moderne (donc il n'y avait jamais eu de problèmes de coexistence quotidienne). Ces deux traits s'appliquent aussi à la Lettonie; mais il y eut des pogromes à Riga, le grand port letton, où les Juifs s'étaient installés en nombre au XIXe siècle, lorsque la Russie avait cessé de les confiner dans la "zone de résidence", et contrôlaient largement les activités commerciales et industrielles – de plus, à Riga le prolétariat a toujours été plus russe que letton. À ma connaissance il n'y a pas eu de pogromes en Lettonie hors de Riga. Ces différences de comportement se retrouvèrent dans les années suivantes: les Estoniens ont été bien plus réticents que leurs voisins à servir d'auxiliaires à la solution finale (en revanche ils se sont engagés nombreux dans les troupes auxiliaires de la *Wehrmacht*, pour sauver leur indépendance et par anticommunisme).

² Cette dernière remarque repose sur la perception fonctionnaliste traditionnelle: Arendt et Hilberg notamment présentent des persécutions nazies exécutées avec une compétence et une froideur dépassionnées, "à l'allemande". Goldhagen a souligné qu'il n'en a pas toujours été ainsi, que les cas de sadisme ont été nombreux parmi les Allemands aussi – mais, pourrait-on lui répliquer, à l'intérieur des bornes générales tracées par le régime (il s'agissait d'un sadisme dans l'exécution des volontés des nazis), alors que la violence des Roumains ou des Litvaniens était complètement anarchique.

³ Ce n'était évidemment pas seulement pour le moral ou la morale du soldat allemand que le général s'inquiétait; il était inutile que de tels documents se diffusassent dans la population civile allemande, et éventuellement, par divers biais, chez l'ennemi (N.B. La citation figure dans le livre de Hilberg, mais j'ai corrigé le *charabia grammatical* qui, en traduction, rendait un son artificiel).

des centres de pouvoirs de l'Allemagne nazie: l'État, le parti nazi, l'armée, l'industrie jouèrent chacun leur rôle, tandis que les S.S. poussaient à la radicalisation du processus.

Il y eut en gros trois étapes, qui se recoupèrent chronologiquement: la définition légale de la communauté juive, son exclusion et son expropriation, sa concentration. À chacune de ces trois étapes, la solution officiellement envisagée du problème juif était l'isolement, éventuellement l'émigration; en même temps, chacune d'entre elles représenta une avancée sur la voie du massacre. C'est à la première de ces étapes que je vais consacrer cette sous-partie.

Les antisémites allemands (comme les autres) n'étaient jamais parvenus à s'entendre sur une définition précise du Juif; cela n'importait guère lorsqu'ils étaient dans l'opposition, l'antisémitisme reposait alors sur l'exploitation de fantasmes d'autant plus efficaces qu'ils étaient imprécis.

La première ébauche d'une définition légale des Juifs apparut à l'occasion de leur expulsion de la fonction publique en avril 1933: était considérée comme "non-Aryenne" toute personne qui comptait au moins un Juif parmi ses parents ou ses grands-parents¹; de plus, était réputée juive toute personne qui pratiquait la religion mosaïque ou s'en réclamait. Il n'y avait aucun critère linguistique, racial ni physique, et pour cause: le "type physique juif" n'existe que dans les fantasmes des antisémites, et même les nazis étaient obligés d'enregistrer le fait que la communauté juive était avant tout une communauté religieuse. Jamais ce décalage entre leurs fantasmes et leur législation ne les gêna le moins du monde.

Les débats se poursuivirent jusqu'à ce que Hitler décidât brutalement de les clore à l'occasion du congrès du parti nazi, troisième depuis la victoire, qui se tint à Nuremberg en septembre 1935. En quelques heures, au dos des menus d'une brasserie, le *Führer* fit rédiger deux lois: l'une "sur la citoyenneté du Reich", aux termes de laquelle les Juifs n'étaient plus des *Staatsbürger* (des "citoyens") mais des *Staatsgehörige* (des "sujets de l'État"); l'autre "sur la protection du sang et de l'honneur allemands" qui définissait cette fois-ci non plus les "non-Aryens", mais précisément les Juifs. Était définie comme une Juive ou un Juif toute personne ayant au moins trois grands-parents juifs; cette disposition heurta certains milieux *völkisch* pour qui "une goutte de sang juif faisait un Juif". Les "quarts de Juifs" étaient assimilés à des Allemands, sauf en cas de mariage avec une Juive ou un Juif; les "demi-Juifs", non assimilés à des Juifs bien que selon un expert ils fussent "plus dangereux de par leur part de germanité" – toujours l'obsession du métissage –, avaient droit à un traitement complexe. Seraient assimilés à des Juifs ceux d'entre eux qui avaient épousé une Juive ou un Juif, pratiquaient la religion mosaïque ou "se tenaient pour des Juifs" (ces deux points posèrent des problèmes d'appréciation concrète); il était donc tenu compte de la volonté ou non de rompre avec la religion et la culture juives, en contradiction avec les principes strictement racistes du nazisme. Les autres demi-juifs étaient rangés dans deux catégories différentes de *Mischlinge* (métis), au premier et au deuxième degré. Ces deux groupes ne furent jamais traités comme une "troisième race" (condamnée par exemple à l'endogamie, à la sud-africaine), malgré des pressions en ce sens; ils furent discriminés, cependant moins brutalement que les Juifs (ainsi les *Mischlinge* au premier degré furent écartés du service militaire actif en 1940), mais ils furent épargnés par le processus d'extermination.

Comme la pièce qui faisait foi pour prouver que l'on n'était pas juif était le certificat de baptême des grands-parents (à une époque où l'état

¹ Cette définition était beaucoup plus large que celle des lois de Nuremberg, elle incluait même ceux qui deux ans plus tard furent rangés dans la catégorie intermédiaire des *Mischlinge*. Il s'agissait en effet de lutter contre les "influences" juives, une notion extrêmement vague.

civil était tenu par les Églises), on vit apparaître une profession nouvelle: généalogiste agréé. Ces spécialistes traitaient aussi notamment les candidatures à l'*Erbhof*, pour lesquelles il fallait prouver une ascendance totalement aryenne depuis 1800, et celles à la S.S., pour lesquelles il fallait prouver sa pureté de sang depuis 1750. Il fallut régler le cas des personnes nées de père inconnu...

Tout ceci fit l'objet de décrets d'application plus ou moins précis, avec des dispositions parfois surprenantes: ainsi un *Mischling* au deuxième degré pouvait être "libéré" et être déclaré allemand pour mérites personnels – un haut fonctionnaire de la Chancellerie du *Reich*, Killy, bénéficia de cette mesure. À cette occasion, Göring déclara, reprenant une formule de Lüger: « je suis juge de qui est juif ». Ceci est à mettre en relation avec le fait qu'un peu partout en Europe orientale occupée les Allemands sélectionnèrent des "Germaines d'honneur" sur des bases, pour le coup, exclusivement physiques: la couleur des cheveux et de la peau. Les définitions nazies n'étaient pas infrangibles; de manière générale, je l'ai souligné au chapitre 3 en indiquant que c'est une différence majeure avec l'U.R.S.S. stalinienne, les nazis avaient peu de respect, même en surface, pour la législation qu'ils édictaient. L'arbitraire l'emporta souvent, au moins pour des figures de premier plan comme Göring et pour les S.S., tandis que la bureaucratie allemande appliqua tâtilonnement jusqu'au bout les règles édictées à Nuremberg.

D) La politique d'exclusion et d'expropriation.

Les Juifs furent d'abord **exclus de la fonction publique** en avril 1933, à l'exception (sur l'intervention de Hindenburg) des anciens combattants qui ne le furent qu'en novembre 1935, après la mort du vieux maréchal (ce fut alors que Victor Klemperer perdit son poste à l'Université de Dresde et, à cinquante-cinq ans, dut s'embaucher comme manœuvre dans une usine); mais ils ne perdirent jamais leurs pensions, malgré diverses pressions. Les décrets d'application de cette loi l'étendirent aux **professions de santé**. Dans ces mêmes semaines, il y eut des "encouragements" à exclure les Juifs du **barreau** (en fait, dans ces deux secteurs la mise à l'écart des Juifs ne s'acheva qu'en 1939) et des **médias** écrits et oraux, sous prétexte de *Gleichschaltung* (mise à égalité) – ils étaient censés y exercer une influence disproportionnée. En juin, le régime imposa un *numerus clausus* dans les universités. En octobre 1933, l'exclusion des Juifs des médias devint officielle. Ils furent tenus à l'écart des **organismes culturels corporatistes** créés en septembre 1933, puis chassés de l'**armée** en mai 1935. Plus tard, en 1935-1937, il leur fut interdit d'être libraires, pharmaciens et même marchands d'œufs, toutes professions jugées dangereuses pour la population aryenne.

Dans l'économie, dès les débuts du régime les nazis encouragèrent les employeurs à tenir la judéité pour un motif de licenciement; mais la plupart des entreprises firent preuve de mauvaise volonté, car les travailleurs juifs étaient parmi les plus qualifiés. Ainsi la I.G. Farben, qui n'avait aucun scrupule à collaborer avec le régime, reclassa dans ses filiales à l'étranger ceux de ses employés juifs qu'elle tenait pour indispensables, mais la Kreditanstalt procéda toute seule à son aryanisation. Par ailleurs, en 1935 l'État dénonça tous ses contrats avec les entreprises juives; depuis les débuts du régime, les fonctionnaires et les membres du parti nazi n'avaient pas le droit d'acheter quoi que fût dans un commerce ou à une entreprise juive.

En juin 1938, un décret vint définir précisément les dites "entreprises juives": était juive toute entreprise dont le propriétaire était juif ou qui comptait au moins un Juif dans son conseil d'administration, toute société anonyme dont plus d'un quart du capital ou plus de la moitié des voix au conseil d'administration était aux mains de Juifs, celles qui se trouvaient "soumises de fait à une influence juive dominante", et les succursales des entreprises juives si elles étaient

dirigées par des Juifs. Selon cette définition, il y avait à cette date quarante mille entreprises juives, et elles employaient trois cent soixante-dix mille personnes. Ce décret servit de base à la politique d'aryanisation des entreprises, qui devint systématique après la Nuit de Cristal. Deux jours après le grand pogrome, tous les commerces juifs durent fermer leur porte et les artisans juifs furent rayés des registres corporatistes; à partir de décembre, les Juifs furent forcés de vendre leurs entreprises, à des prix très faibles et qui ne cessèrent de baisser à mesure que leur situation se dégradait. Les raisons sociales et les marques de fabrique juives furent interdites, ce qui souleva des clameurs des nouveaux propriétaires lorsqu'elles étaient réputées, comme les porcelaines Rosenthal dont la direction aryannisée crut bon, pour se dédouaner, de se répandre en propos antisémites dans la presse. Il n'est pas impossible que dans cette brutale accélération des mesures économiques antisémites, les difficultés du "plan de quatre ans" aient joué un rôle.

Les Juifs furent également expropriés par le biais de l'impôt. Depuis décembre 1931, c'est-à-dire avant l'arrivée au pouvoir des nazis, il existait une "taxe de fuite" qui frappait les émigrants; elle fut alourdie en mai 1934 – elle s'élevait désormais à 25% des biens des "fuyards". Dans ces conditions, et aussi parce que la logique des persécutions dans les années 1930 n'était pas encore l'extermination, les nazis encouragèrent plutôt l'émigration des Juifs, malgré les protestations des milieux économiques. L'amende d'un milliard de marks imposée collectivement aux Juifs à la suite de la Nuit de Cristal fut finalement révisée et fixée à 20% de leurs biens; au total, elle rapporta autant que la "taxe de fuite" pour l'ensemble de la période 1933-1939. Par ailleurs, les biens des Juifs qui quittaient l'Allemagne y étaient bloqués, par ordre du pouvoir ou tout simplement par suite de la sévérité du contrôle des changes, et évidemment ils se vendaient encore plus mal que les autres; cela contribua à freiner l'émigration. Mais il y eut des exceptions, notamment dans le cadre d'un accord que le Reich avait signé en août 1933 avec l'Agence juive, l'organisme qui encourageait et encadrait l'émigration en Palestine: dans le cadre de cet accord, de l'"argent juif" pouvait sortir d'Allemagne en échange de contrats que l'Agence négociait pour l'écoulement de produits allemands – lesquels inondèrent le marché palestinien. Le Reich offrit également aux Juifs pauvres des facilités pour émigrer.

À partir de 1939, la bureaucratie nazie s'attaqua aux salaires et aux prestations sociales. En août 1940, les Juifs furent soumis à un impôt spécifique sur le revenu; plus tard il fut étendu à la partie de la Pologne que l'Allemagne occupait. En octobre 1941, une loi retira aux Juifs le droit aux congés payés, aux allocations familiales, aux aides à la maternité et à celles qui étaient versées à l'occasion des mariages. Bien entendu, ils étaient discriminés pour l'attribution des biens rationnés, de plus en plus nombreux; en décembre 1939 il apparut un rationnement spécifique pour les Juifs, avec des horaires spéciaux d'approvisionnement, en fin de journée évidemment, lorsque les magasins étaient déjà à peu près vides. La législation en ce domaine continua à se durcir jusqu'en 1943.

E) La politique de ségrégation et de concentration.

La politique de ségrégation fut systématique et obsessionnelle, car ce sont des mesures à la fois symboliques et relativement faciles à mettre en œuvre¹. Ses manifestations dans le monde de l'administration et dans celui de l'entreprise ont été présentées dans la sous-partie précédente. Très vite, le régime tenta de mettre fin à toutes les situations où aurait pu s'exprimer, selon lui, une "excessive sympathie" des Allemands pour les

¹ Dans l'Afrique du sud de l'*Apartheid*, c'était également l'aspect le plus spectaculaire du racisme du régime; comme celui-ci dura quarante ans et qu'il distinguait une dizaine de communautés raciales différentes, il atteignit un stade maniaque de raffinement.

Juifs, et surtout à celles qui impliquaient une subordination des Allemands à ces mêmes Juifs. La loi de Nuremberg "sur la préservation de l'honneur allemand", dont j'ai déjà présenté les dispositions taxinomiques, interdisait aux familles juives d'employer des domestiques allemand(e)s de moins de quarante-cinq ans (un fantasme de viol, manifestement, était à l'origine de cette disposition); des dispositions du même type entrèrent en vigueur dans les hôtels. Les mariages et les relations sexuelles extra-conjugales entre Juifs et Allemands étaient prohibés: c'était ce que le régime appelait le délit de Rassenschande (souillure ou honte raciale). Les dispositions concernant les mariages n'étaient pas rétroactives – de nombreux conjoints, cependant, n'eurent pas le courage de résister aux pressions et divorcèrent. En cas de relations extra-conjugales, le Führer avait expressément demandé que seul l'homme fût puni, mais Himmler fit envoyer les femmes en camps. Les mariages des *Mischlinge* étaient étroitement réglementés.

Les mesures de ségrégation dans les lieux publics furent parmi les plus spectaculaires. En 1938, tous les Juifs furent expulsés des écoles non juives; la même année, la ségrégation fut imposée sur les plages et dans les autres lieux de villégiature, ainsi que par exemple dans les squares¹; en 1939, dans les trains, et en 1942 dans les salles d'attente et aux buffets des gares (à cette date, de toute façon, les Juifs devaient assez peu voyager en Allemagne), ainsi que dans les hôpitaux; il apparut des "salons de coiffure juifs" qui évidemment ne coiffaient que des Juifs. La loi sur la ségrégation de l'habitat date de décembre 1939; son application posa de complexes problèmes d'expropriation et de gestion des couples mixtes (on se régla en gros sur la religion du mari), d'aucuns se plaignirent également de l'explosion de la criminalité due à "une concentration excessive des Juifs". Il n'y eut jamais en Allemagne même de ghettos à proprement parler, entourés de murs et gardés par l'armée ou la S.S.: la concentration des Juifs se fit par immeubles (on les appelait des "maisons de Juifs"); mais à partir de septembre 1939 il y eut un couvre-feu et diverses autres restrictions à la circulation – ainsi Klemperer, à Dresde, n'avait pas le droit de se rendre à son usine en tramway, car elle était située à moins de six kilomètres de son domicile. La ségrégation toucha même l'état civil: en août 1938, les Juifs se virent imposer des noms et des prénoms spécifiques, à choisir sur des listes imposées où les vocables étranges ou ridicules étaient nombreux²; tous les changements

¹ Bien entendu, les panneaux d'interdiction avaient déjà fleuri un peu partout depuis 1933 (du type: « les Juifs n'entrent ici qu'à leurs risques et périls », « attention aux pickpockets et aux Juifs », « baignade interdite aux chiens et aux Juifs », etc., avec des variantes gratuitement injurieuses, comme celle-ci relevée près de Ludwigshafen: « prudence, virage dangereux – Juifs, cent à l'heure ». Dans le corps du texte je ne parle que de la phase finale de cette évolution, des dispositions qui rendirent la ségrégation obligatoire dans tout le Reich.

² Klemperer, qui reçut celui d'Israël, explique qu'à l'origine de cette liste de prénoms il y avait une mesure prise par Joseph II pour les Juifs de Galicie, « dans le sens des Lumières et de l'humanité; mais beaucoup de Juifs, par répugnance orthodoxe, refusèrent de s'y soumettre, et, par dérision, des fonctionnaires subalternes imposèrent alors aux Juifs récalcitrants des noms de famille ridicules et embarrassants »: ce furent ces appellations que les nazis reprirent. Quant aux "Aryens", ils se virent fortement déconseiller de donner des prénoms chrétiens à leurs enfants (ceux de l'Ancien Testament furent carrément proscrits, comme Sara): on encouragea des prénoms "wagnériens" ou "vikings" comme Horst, Sieglinde, Heidrun, Baldur.

d'état civil effectués depuis 1918 furent annulés¹; un J fut apposé sur les documents d'identité des Juifs.

Enfin il y eut toute sorte de mesures symboliques: les lois de Nuremberg interdirent aux Juifs de pavoiser aux couleurs du Reich; en 1937, il leur fut interdit de faire le salut nazi, d'assister aux festivités du régime et même d'écouter les discours de Hitler (Klemperer explique qu'ils n'en percevaient que des bribes, par exemple en passant devant les lieux où ils étaient diffusés publiquement). Ils n'avaient pas le droit de conduire, de posséder de radios ni d'animaux domestiques, d'avoir chez eux des livres écrits par des non-Juifs (Klemperer fut battu à l'aide des œuvres de Rosenberg, qu'il avait fait emprunter dans une bibliothèque par sa femme). En septembre 1941, l'étoile jaune, déjà en vigueur en Pologne occidentale occupée, fut imposée aux Juifs d'Allemagne². Vu que les églises étaient en quelque sorte des lieux publics, que les Juifs n'étaient pas tous juifs mais que les étoiles jaunes posaient à certains fidèles de délicats problèmes de conscience chrétienne, un évêque catholique trouva bon de recommander l'organisation de services religieux ségrégués pour les Juifs baptisés au cas où les fidèles membres du parti nazi protesteraient, tandis que les représentants de l'Église luthérienne dans sept Gauen déclarèrent carrément, en se référant à Luther, que des Juifs n'avaient pas leur place dans une Église évangélique allemande; mais il n'y eut rien de systématique, d'autant que le Reich ne légiféra pas en ces matières. En 1942, les Juifs durent apposer une étoile noire sur leur porte.

Les effets des mesures que je viens de décrire allèrent de pair, en Allemagne et en Pologne occupée, avec un processus de concentration spontanée des populations juives dans les principales agglomérations, pour des raisons de difficultés d'accès aux produits rationnés, et, plus généralement, d'appauvrissement croissant.

Toutes ces mesures s'accompagnèrent d'une mise sous contrôle des organisations juives, que les nazis ne firent pas disparaître car ils avaient besoin d'interlocuteurs et d'exécutants. Elles s'étaient centralisées toutes seules dans les années 1930, et avaient fini par se fondre, en février 1939, en une Union nationale des Juifs en Allemagne (*Reichsvereinigung der Juden in Deutschland*). En juillet de la même année le régime lui accorda une reconnaissance officielle, obligea toutes les organisations juives locales indépendantes à y adhérer, et la plaça sous l'autorité de la Gestapo. Le personnel de ces organisations ne fut pas renvoyé; il obéit à tous les ordres et accepta d'organiser les phases subséquentes du processus d'élimination de la communauté juive: « ils finirent par se charger des préparations de la déportation en étudiant les plans d'ensemble, en établissant les cartes et les listes, en fournissant locaux, approvisionnement et personnel. (...) Le système permit aux Allemands d'économiser leurs ressources en hommes et en argent, tout en renforçant leur emprise sur leurs victimes » (Hilberg).

¹ Au fur et à mesure que des possibilités croissantes d'intégration à la société leur étaient offertes, de nombreux Juifs avaient changé de nom et de prénom pour mieux se germaniser: ces processus s'étaient accélérés depuis la République, sans qu'il y ait besoin de les expliquer par un regain d'antisémitisme. On trouve en France et ailleurs des phénomènes du même ordre.

² À l'exception des "privilégiés", ceux qui étaient mariés à des Allemands ou à des Allemandes et avaient des enfants "élevés à l'allemande". Klemperer explique que ces exceptions provoquaient de grandes jalousies, de grandes haines; mais à la fin ces Juifs privilégiés ne furent pas épargnés par le génocide.

En Pologne¹, pays vaincu, à exploiter, où le problème des couples mixtes de Juifs et d'Aryens ne se posait pas et dont les nazis méprisaient presque autant la population slave, la concentration des Juifs fut menée avec plus de hâte et de brutalité; facteur aggravant, elle fut davantage assumée par les S.S. et moins par la bureaucratie d'État. Mais les grands principes furent les mêmes: les "actions isolées", nettement plus nombreuses qu'en Allemagne, furent punies². Dans le Gouvernement général on concentra les Juifs dans des ghettos, c'est-à-dire que vu leur nombre on leur attribua des quartiers entiers des villes; en novembre 1939, ces ghettos se virent doter de conseils juifs (*Judenräte*).

Le premier ghetto ouvrit à Lodz en mai 1940. Le ghetto de Varsovie accueillit jusqu'à trois cent quatre-vingt mille personnes selon Hilberg, quatre cent quarante-cinq mille selon Goldhagen, soit 30% de la population de la ville sur 2,4% de la superficie: il y avait en moyenne neuf personnes par pièce. Les rations étaient de famine: trois cent calories par jour. Quatre mille six cent cinquante personnes par mois moururent de famine et de maladie entre mai 1941 et mai 1942.

À l'automne 1941, la population juive d'Allemagne commença à être déportée en direction de l'est, vers les ghettos de Pologne dans un premier temps³; les nazis ne savaient pas encore très bien s'il n'allait pas apparaître une espèce de réserve juive dans une partie du Gouvernement général, ou plus à l'est après d'autres conquêtes, lesquelles à l'automne commençaient à se faire attendre. Les déportations s'achevèrent à la mi-1943; à cette date le Reich était pratiquement *judenrein* (pur de Juifs), il ne restait plus que quelques milliers de Juifs mariés à des Aryennes et de Juives mariées à des Aryens - l'ordre de leur déportation arriva en février 1945; Klemperer fut sauvé par le grand bombardement de Dresde, qui eut lieu la nuit suivante.

La politique d'isolement des Juifs était parvenue à son terme logique, un terme qu'avait déjà atteint d'autres politiques de ségrégation, par exemple celle des Indiens d'Amérique du nord déportés dans des réserves au XIXe siècle. Il appartient aux nazis d'aller plus loin; à vrai dire, au moment des déportations ils étaient déjà en train d'aller plus loin, notamment en U.R.S.S. Ils disposaient pour cela d'un instrument nouveau, le camp de concentration.

III-Le système concentrationnaire nazi: les camps de travail.

Les camps de concentration sont apparus à la fin du XIXe siècle; ils semblent avoir été inventés plusieurs fois, plus ou moins indépendamment les uns des autres, par des militaires qui cherchaient à isoler des populations civiles de guérillas qui en étaient issues: rencontre, donc,

¹ Les Juifs de Pologne étaient au nombre de trois millions trois cent mille, c'est-à-dire 10% de la population, dont cent quatre-vingt dix mille dans la partie occupée par l'Allemagne en septembre 1939.

² Je suis ici Hilberg. Goldhagen insiste au contraire sur les cas où les nazis excitèrent les Polonais contre les Juifs; comme toujours, l'un se focalise sur le fonctionnement régulier des structures et l'autre sur les faits extrêmes, irrationnels et insoutenables; l'un cherche à comprendre et l'autre à émouvoir.

³ En juillet 1939, tous les Juifs polonais vivant en Allemagne, y compris ceux qui avaient été naturalisés allemands, avaient été expulsés vers la Pologne, laquelle refusa de les accepter jusqu'à ce que la S.D.N. l'y eût forcée. En mars 1939, il y avait encore cinq cent quarante-cinq mille Juifs en Allemagne (contre cinq cent vingt mille en janvier 1933, mais le Reich entre-temps s'était agrandi). L'annexion de la Tchèque et de la Pologne multiplia ce nombre par quatre.

d'un nouveau type de conflit¹ et de nouvelles capacités de répression – les forces répressives étaient désormais en mesure d'emprisonner des populations entières.

Les premiers camps de concentration désignés sous ce nom sont apparus à Cuba et aux Philippines, où les Espagnols, dans les années 1890, combattaient des insurrections indépendantistes; ils ressemblaient en fait à des camps de prisonniers, ou plutôt aux "hameaux stratégiques" des guerres coloniales françaises du milieu du XXe siècle². On en entendit surtout parler en Europe à propos de la guerre des Bœrs, ce long conflit (1899-1902) à l'issue duquel les Britanniques annexèrent à leur Empire les deux Républiques indépendantes fondées un demi-siècle auparavant par des colons néerlandais, le Transvaal et l'État libre d'Orange. « J'ai entendu ce mot quand je n'étais alors qu'un jeune garçon, et, à l'époque, il avait pour moi une résonance tout à fait exotique et coloniale, pas du tout allemande: pendant la guerre des Bœrs, il était souvent question des *compounds*, dans lesquels des Bœrs prisonniers étaient surveillés par les Anglais. Ensuite, ce mot est complètement sorti de l'usage allemand. À présent, soudain resurgi, il désigne une institution allemande, un dispositif de paix qui se dresse sur le sol européen contre des Allemands, un dispositif durable et non une mesure provisoire prise en temps de guerre contre l'ennemi. Je crois qu'à l'avenir, où que l'on prononce le mot "camp de concentration", on pensera à l'Allemagne hitlérienne et seulement à l'Allemagne hitlérienne »... Klemperer, dont les lignes que je viens de citer datent de 1933, négligeait l'inventivité des bolcheviks russes, qui dès 1919 avaient réinventé le camp de concentration pour leur propre compte, et lui avaient donné, au début des années 1930, une extension proprement industrielle sous le nom de Goulag³; il y avait aussi des camps dans l'Italie fasciste, mais sur une échelle bien moindre.

Ces camps n'étaient pas des camps d'extermination, même si dans certains camps du *Goulag* soviétique la nuance pratique a sans doute été mince; mais si sur les grands chantiers staliniens la mortalité était extrêmement élevée, c'était une mortalité par négligence, famine et mauvais traitements, pas une mort systématiquement, froidement, scientifiquement donnée. En revanche, on s'était très vite mis à faire travailler de force les populations "concentrées", sur le modèle notamment des bagnes et des colonies pénitentiaires: c'est pourquoi l'on parle aussi, notamment pour l'U.R.S.S., de "camps de travail".

Les camps que les nazis ouvrirent dans les années 1930 étaient de ce type. Le premier était apparu en mars 1933 à Dachau; le camp d'Oranienburg/Sachsenhausen⁴, dans la banlieue de Berlin, fut d'abord un centre de détention et de torture officieux des S.A., ouvert au printemps 1933. Ces camps, qui passèrent sous la coupe des S.S. en 1934, n'étaient pas un rouage essentiel du système dictatorial nazi (alors qu'en U.R.S.S., le développement économique, dans les années 1930, a largement reposé sur le travail de millions de déportés): ils servirent beaucoup dans les premiers mois, mais ils n'étaient pas conçus pour qu'on y restât des

¹ La guerre irrégulière ou "guérilla" (d'un diminutif espagnol du mot "guerre") était apparue en Espagne en 1808, contre les Français: guerre d'opinion et guerre populaire par excellence, par opposition aux conflits limités menés par les armées des rois – pour la première fois depuis les guerres de religion, les guerres de la Révolution et de l'Empire mêlaient l'idéologique au politique. Il y avait eu de nouveau en 1870-1871, côté français cette fois-ci, des "corps francs" qui n'étaient autres que des guérillas.

² Voyez le cours sur la France, au chapitre 14.

³ Voyez le cours sur la Russie, aux chapitres 2 et 3.

⁴ Oranienburg est le nom de la ville, Sachsenhausen le nom du camp à proprement parler.

années: la plupart de leurs pensionnaires furent libérés, expulsés du pays ou mis en prison, et en 1937, les camps de concentration, dont le nombre était tombé à quatre (dont Dachau, Sachsenhausen et Buchenwald, ouvert cette année-là), n'accueillaient plus que sept mille cinq cents personnes, à peu près le même ordre de grandeur qu'en Italie; surtout, l'on pouvait encore en sortir sur décision des autorités nazies.

Avec la prise de contrôle de territoires non allemands, infestés d'opposants et d'asociaux divers, et avec l'aggravation accélérée de la condition des Juifs, à partir de 1939 les camps se retrouvèrent brutalement débordés, se multiplièrent et accueillirent de plus en plus d'étrangers; dès la fin 1939, leur nombre était passé à vingt – ainsi Mauthausen ouvrit près de Linz, en Autriche, en 1939. En septembre 1941, un décret de Hitler, dit "Nuit et brouillard", ordonna la déportation en Allemagne de toute personne coupable de faits de Résistance. Ce fut alors qu'il apparut un "système concentrationnaire" à proprement parler, dont l'extermination des Juifs, que je traiterai à part, n'était qu'un aspect, apparu en 1942 et limité à certains camps. Jusqu'en 1944, les camps de travail continuèrent à se multiplier à côté des camps d'extermination. Ainsi Auschwitz, ouvert en février 1940 pour des expériences sur le Zyklon-B, devint rapidement l'un des plus grands camps de travail nazi: entre autres, I.G. Farben y avait implanté une grande usine chimique où l'on fabriquait notamment le stabilisateur du Zyklon-B: ce gaz servait aux activités d'extermination, lesquelles se concentraient à Birkenau, juste à côté. L'ensemble couvrait plus de quarante hectares, et il existait trente-neuf *Kommandos* (camps de travail) "satellites". En 1943, Auschwitz accueillit en moyenne à la fois dix-huit mille *Häftlinge* (déportés) et Birkenau, cent mille (promis à l'extermination à très court terme). À son apogée en janvier 1945, le système concentrationnaire nazi dans son ensemble (camps d'extermination compris) avait une population de sept cent quinze mille déportés.

Le régime internait des personnes très diverses, dont seules les Juifs et les Tsiganes, à partir de 1942, firent l'objet d'un projet de meurtre systématique, même si la plupart des autres déportés étaient eux aussi promis à la mort à moyen terme par famine et mauvais traitements (comme dans beaucoup de bagnes et camps de travail, mais avec plus d'acharnement). On trouvait dans les camps des nazis victimes de purges et de règlements de compte, par exemple après la Nuit des longs Couteaux; des opposants politiques, surtout des communistes et des résistants, et des objecteurs de conscience; des témoins de Jéhovah¹, des prêtres et des religieux; divers "asociaux", notamment des délinquants de droit commun et

¹ La communauté des témoins de Jéhovah a été fondée aux États-Unis en 1874, par Charles Russell (1852-1916). Ils se désignaient à l'origine du nom de "Tour de Garde", l'appellation actuelle est apparue en 1931; en Allemagne, on les désigne souvent du terme de *Bibelforscher* ("les explorateurs de la Bible"). Russell appartenait à la mouvance du protestantisme adventiste; mais les témoins de Jéhovah s'en sont très vite détachés et affichent des croyances complètement hétérodoxes qui les rendent difficiles à classer parmi les Églises chrétiennes: ainsi ils croient qu'en 1914 une grande bataille s'est livrée au Ciel et que Satan a été précipité sur Terre, d'où les malheurs subséquents de l'humanité; ils nient la Trinité et l'immortalité de l'âme et remplacent la damnation par la destruction des méchants. Millénaristes, ils attendent le retour des Patriarches; pour eux il n'y aura en tout que cent quarante-quatre mille élus, qui vivront au Ciel d'où ils gouverneront la Terre, où ceux des hommes qui auront accepté leur enseignement vivront dans le bonheur. Ils ne consomment pas de sang et refusent les transfusions sanguines. C'est leur non-violence radicale qui leur vaut des problèmes avec tous les régimes autoritaires: ils refusent de porter les armes, de saluer les drapeaux des nations et d'exercer quelque violence que ce soit même contre leurs oppresseurs (dans les camps, les nazis s'en servaient comme barbiers). En 1993, ils étaient environ quatre millions sept cent mille.

des homosexuels¹; des Tsiganes². Après la Nuit de Cristal, les Juifs commencèrent à affluer dans les camps, mais c'était au départ une mesure temporaire de prise d'otages en attendant le versement de la rançon; à partir de 1940-1941, ils constituèrent la majorité des déportés, et leur séjour en camp était désormais conçu comme définitif. Ces différentes catégories étaient identifiées par des insignes (une étoile jaune pour les Juifs, un triangle rouge pour les communistes – avec une lettre indiquant la nationalité –, rose pour les homosexuels, violet pour les témoins de Jéhovah, noir pour les "asociaux", etc.).

Les camps de concentration allemands des années 1930 étaient déjà extrêmement durs (nettement plus que ceux d'Italie); seuls quelques V.I.P. (comme Shumacher, et plus tard Blum ou Niemöller) avaient droit à un traitement de faveur, notamment une cellule individuelle et l'exemption des tâches les plus avilissantes et les plus fatigantes. L'administration S.S. avait droit de vie et de mort, l'arbitraire et la brutalité régnaient, les sévices mortels étaient monnaie courante, notamment les bastonnades. Cette

¹ Toute vie publique homosexuelle avait été détruite en Allemagne dès l'arrivée au pouvoir des nazis; la Nuit des longs Couteaux servit de prétexte à un nouveau durcissement. En 1937, Himmler avait développé une distinction entre les "vrais" homosexuels et les homosexuels "par séduction": ce fut le prétexte, dans les camps, à toutes sortes d'expériences sadiques visant officiellement à "guérir" ces derniers par traitement hormonal, castration, etc. Himmler établissait un rapport entre homosexualité, dépopulation et décadence; il considérait l'homosexualité comme un effet du mélange des races, une importation étrangère. La législation en place, fort répressive, qui datait de l'époque wilhelmienne, fut durcie en 1935 (puis rétablie telle quelle en 1945!); elle "oubliait" l'homosexualité féminine. Entre cinq et quinze mille homosexuels furent déportés en camp de concentration, la plupart y trouvèrent la mort.

² Le terme français de Tsiganes désigne trois communautés distinctes, rapprochées essentiellement par leur origine géographique: les Romanis (ou Roms) et les Sintis, nomades implantés dans toute l'Europe, et les Gitans, sédentaires implantés en Espagne, qui ne furent pas concernés par les persécutions nazies. Les nazis les tenaient pour des parasites par excellence; beaucoup d'idéologues racistes allemands les supposaient étroitement apparentés, racialement, aux Juifs, en contradiction avec les données linguistiques, selon lesquelles les langues des tsiganes, lorsqu'ils en ont conservé une à eux, sont des langues indo-aryennes (apparentées au sanskrit) et non pas sémitiques, aussi bien qu'avec les données historiques selon lesquelles les Tsiganes étaient à l'origine un ensemble de castes d'artisans nomades de l'Inde, qui ont quitté le nord-ouest du sous-continent sous la pression des invasions turco-mongoles de la fin du Moyen Âge et de l'islamisation de ces régions.

Les Tsiganes furent d'abord traités comme les autres déportés, mais dès le début ils avaient été internés autant pour des raisons raciales qu'en tant qu'"asociaux" (une loi de 1933 prévoyait déjà la stérilisation des femmes tsiganes et les mariages mixtes avaient été interdits en 1934-1935). Progressivement, au fur et à mesure qu'une logique de génocide s'imposait, ils furent assimilés aux Juifs, c'est-à-dire ouvertement promis à la disparition en tant que groupe humain défini par sa naissance; ainsi ceux qui étaient prisonniers à Auschwitz furent tous gazés en août 1944. En revanche ils ne furent pas raflés et déportés aussi systématiquement que les Juifs, en grande partie parce que ces populations nomades sont extrêmement difficiles à recenser et à faire rentrer dans des cadres associatifs. Au moins deux cent quarante mille Tsiganes ont péri dans le génocide, soit 32% des Tsiganes d'Europe recensés à l'époque (en fait, de nombreux Tsiganes dissimulaient leur ethnie, ce qui fait qu'aujourd'hui on recense neuf millions de Tsiganes en Europe, en leur assimilant largement, il est vrai, divers nomades d'origine locale, issus des sous-prolétariats ruraux européens).

inhumanité du système concentrationnaire nazi s'aggrava après le début de la guerre, et les camps de concentration et de travail devinrent de plus en plus franchement des camps de la mort pour l'ensemble des déportés: il n'était plus question pour personne d'en sortir un jour – alors qu'en U.R.S.S. à toutes les époques les déportés survivants étaient élargis à la fin de leur peine et placés en résidence surveillée. Le seul destin, à terme, était la mort, et, en attendant, l'aviilissement systématique, la déshumanisation. Dans *L'espèce humaine*, le Français Robert Antelme (1917-1990), déporté en juin 1944 pour faits de Résistance à Buchenwald puis à Dachau, en a laissé un poignant témoignage, qui complète ceux concernant plus précisément les déportés juifs que j'utilise plus bas:

« Là-bas [hors du camp], la vie n'apparaît pas comme une lutte incessante contre la mort. Chacun travaille et mange, se sachant mortel, mais le morceau de pain n'est pas immédiatement ce qui fait reculer la mort, la tient à distance; le temps n'est pas exclusivement ce qui rapproche de la mort, il porte les œuvres des hommes. La mort est fatale, acceptée, mais chacun agit en dépit d'elle.

Nous sommes tous, au contraire, ici pour mourir. C'est l'objectif que les S.S. ont choisi pour nous. Ils ne nous ont ni fusillés ni pendus mais chacun, rationnellement privé de nourriture, doit devenir le mort prévu, dans un temps variable. Le seul but de chacun est donc de s'empêcher de mourir. Le pain qu'on mange est bon parce qu'on a faim, mais s'il calme la faim, on sait et on sent aussi qu'avec lui la vie se défend dans le corps. Le froid est douloureux, mais les S.S. veulent que nous mourions par le froid, il faut s'en protéger parce que c'est la mort qui est dans le froid. Le travail est vidant – pour nous, absurde – mais il use, et les S.S. veulent que nous mourions par le travail; aussi faut-il s'économiser dans le travail parce que la mort est dedans. Et il y a le temps: les S.S. pensent qu'à force de ne pas manger et de travailler, nous finirons par mourir; les S.S. pensent qu'ils nous auront à la fatigue c'est-à-dire par le temps, la mort est dans le temps.

Militer, ici, c'est lutter raisonnablement contre la mort. Et la plupart des chrétiens la refusent ici avec autant d'acharnement que les autres. Elle perd à leur yeux son sens habituel. Ce n'est pas de cette vie avec le S.S., mais de l'autre là-bas, que l'au-delà est visible et peut-être rassurant. Ici, la tentation n'est pas de jouir, mais de vivre. Et si le chrétien se comporte comme si de s'acharner à vivre était une tâche sainte, c'est que la créature n'a jamais été aussi près de se considérer elle-même comme une valeur sacrée. Elle peut s'acharner à refuser la mort, se refuser de façon éclatante: la mort est devenue mal absolu, a cessé d'être le débouché possible vers Dieu. Cette libération que le chrétien pouvait penser trouver là-bas dans la mort, il ne peut la trouver ici que dans la délivrance matérielle de son corps prisonnier. C'est-à-dire dans le retour à la vie du péché, qui lui permettra de revenir à son Dieu, d'accepter la mort dans la règle du jeu ».

« Il ne suffit pas aux S.S. d'avoir rasé et déguisé les détenus. Pour que leur mépris soit totalement justifié, il faut que les détenus se battent entre eux pour manger, qu'ils pourrissent devant la nourriture. Les S.S. font ce qu'il faut pour cela. Mais c'est en cela qu'ils ne sont au fond que des idéalistes vulgaires. Car les détenus qui vont à l'assaut du baquet de rab présentent dans doute un spectacle *sordide*, mais ils ne s'abaissent pas, comme pensent les S.S., comme le penserait [l']observateur et comme chacun ici le pense chaque fois que ce n'est pas lui qui va au rab. Il ne faut pas mourir, c'est ici l'objectif véritable de la bataille. Parce que chaque mort est une victoire du S.S. Mais les détenus n'ont pas décidé pour vivre de s'exploiter mutuellement. Ils sont tous exploités par les S.S. et

les kapos droit-commun. La contradiction éclatante pour l'observateur entre la guerre qui se poursuit là-bas et ce grouillement d'ici, c'est premièrement la figure pleine du kapo (qui, lui, a gardé la *forme humaine* – jamais elle n'aura été aussi insolente, aussi ignoble qu'ici, jamais elle n'aura recelé un aussi gigantesque mensonge), et, deuxièmement, le sourire du S.S. qui en donnent la clef. Ceux qui se battent ou s'insultent ainsi ne sont pas des ennemis. Ils s'appellent entre eux justement *camarades*, parce qu'ils n'ont pas décidé de cette lutte, elle est leur état ».

« Plus on est contesté en tant qu'homme par le S.S., plus on a de chances d'être confirmé comme tel. Le véritable risque que l'on court, c'est de mettre à haïr le copain d'envie, d'être trahi par la concupiscence, d'abandonner les autres. Personne ne peut s'en faire relever. Dans ces conditions, il y a des déchéances formelles qui n'entament aucune intégrité et il y a aussi des faiblesses d'infiniment plus de portée. On peut se reconnaître à se revoir fouinant comme un chien dans les épiluchures pourries. Le souvenir du moment où l'on n'a pas partagé avec le copain ce qui devrait l'être, au contraire viendrait à faire douter même du premier acte. L'erreur de conscience n'est pas de "déchoir", mais de perdre de vue que la déchéance doit être de tous et pour tous ».

« C'est une femme de l'usine. Elle travaille avec celles qui rigolent quand un meister frappe un copain. (...) Les copains ne savent pas ce qui s'est passé entre cette femme et moi qui suis l'un d'eux. Ils n'ont pas vu sa figure quand elle a tendu le pain et sa figure après qu'elle l'ait lâché. Mie et croûte: c'est de l'or. Les dents vont gâcher ça, de ça aussi elles vont faire une boule aussitôt avalée. Ce n'est pas du pain de l'usine Buchenwald, du pain = travail = schlague = sommeil; c'est du pain humain. (...). Comme ce qui est arrivé avec le Rhénan, ce qui est arrivé avec cette femme restera inachevé. Ils sont apparus un instant dans l'ombre d'une travée. Ils ont fait signe. À la soudure, dans le hall, dehors, au grand jour, nous continuerons à les faire fuir. Quand on croisera la femme, elle fera peut-être un signe de tête imperceptible, et quand on passera à côté du Rhénan, dans les couloirs de l'usine, il dira entre les dents: *Guten Morgen, Monsieur*. C'est tout. Il faudra se contenter de savoir. Mais la puissance de l'attention est devenue formidable. Les convictions se font sur des signes. *Nicht sagen, langsam*: par le langage je ne saurai d'eux jamais rien de plus. Comme le morceau de pain, ces mots donnent la clef de cette cave noire, de ces catacombes presque totalement inaccessibles pour nous: la conscience – ce qu'il y avait de conscience alors, dans l'Allemagne. Et on guettera, on flairera l'Allemand clandestin, celui qui pense que nous sommes des hommes ».

Les diverses catégories de détenus n'étaient pas séparées, ce qui permettait de jouer sur les tensions qui existaient entre eux: les homosexuels subissaient diverses avanies; les "droits communs", dépourvus de scrupules et généralement habitués à la détention, faisaient le plus souvent régner une seconde terreur, auxiliaire de la première. Seuls **les communistes**, rompus à l'organisation clandestine et très solidaires entre eux y compris par-delà les barrières de langue et de nationalité, **parvinrent parfois à établir des structures clandestines** qui adoucèrent un peu le sort des déportés, d'abord bien sûr celui de leurs camarades, mais pas seulement. Jorge Semprun en a témoigné à plusieurs reprises à propos de Buchenwald, où il fut déporté en 1943:

« À la *Gustloff*, l'organisation clandestine tenait la situation bien en main: pas question qu'un rigolo, un paumé ou un lèche-cul quelconque s'avisât de remplir les normes. La boîte tournait au ralenti: quarante pour cent du plan de production, les bonnes semaines. Les mauvaises, plutôt. (...) Planqué, ça voulait dire

quoi? Qu'on avait du travail dans l'une des usines du camp (*Gustloff*, MIBAU, D.A.W., etc.), au chaud, relativement peinarde, au moins quand on était métallo, quand on avait l'habitude du travail à la chaîne. On était assuré de ne pas être inscrit sur une liste de transport vers l'un des kommandos d'extermination: Dora, S-III, par exemple. C'était tout simple. On arrivait de Compiègne, tout ahuri, dans cet univers fabuleux, inimaginable, de Buchenwald. On était tout seul, semblait-il, tiraillé de droite et de gauche. La quarantaine, les corvées, la vermine, la schlague des S.S. et des kapos verts [droits communs], et même de certains kapos rouges [politiques]. La tranche de pain qu'il fallait souvent protéger du voisin, à coups de poing. (...) Et puis, deux jours, trois jours, quinze jours après, le contact. Le parti vous reprenait en charge. La grande surprise, à Buchenwald, c'était ça: l'existence d'une organisation clandestine du parti. C'était le résultat de l'action des copains allemands, bien sûr. Même si on pouvait les trouver brutaux, arrogants et sectaires; même si la plupart d'entre eux étaient devenus fous, le fait est que les copains allemands avaient préservé et reconstruit l'organisation communiste, c'est-à-dire la possibilité d'une solidarité et d'une stratégie communes. (...) Bien sûr, on n'a rien pour rien. En échange de cette relative tranquillité, il fallait participer au sabotage systématique, rationnel, de la production. On pouvait toujours être pris sur le fait, en train de saloper une pièce, surtout si on n'était pas un ouvrier vraiment qualifié. On pouvait toujours être dénoncé par un droit-commun ou un *Meister* civil aux surveillants S.S. Une chance sur combien? À la *Gustloff*, en tout cas de la façon dont c'était goupillé, organisé, du début de la chaîne jusqu'au stand de tir où c'étaient encore des copains qui vérifiaient les armes, à la *Gustloff* les risques de se faire prendre étaient minimes. Il fallait être fou comme un Russe pour se faire prendre » (*Quel beau dimanche!*).

IV-Le génocide (juin 1941-printemps 1945).

Ce fut au printemps 1941 que Hitler commença à organiser l'extermination dans les territoires qu'il s'appropriait à conquérir sur l'U.R.S.S., tandis qu'en mai il envoyait en France et en Belgique des ordres visant à interdire l'émigration des Juifs de ces pays afin de permettre une application plus systématique de la "solution finale du problème juif" en Europe; enfin ce fut à l'automne de cette année-là qu'il commença à songer sérieusement à une extermination totale à court terme, moins, je l'ai dit plus haut, parce que la guerre risquait d'être perdue, que peut-être pour "brûler ses vaisseaux", pour souder les nazis dans une entreprise qui, s'ils échouaient, leur vaudrait un châtimeut d'une dureté exceptionnelle; et peut-être aussi pour avoir attaché son nom à une entreprise exceptionnelle: même si finalement le *Reich* était défait, les Juifs devaient être mis hors d'état de nuire à la race allemande.

La "solution finale" , selon l'expression en usage dans les documents internes au régime nazi à partir de l'été 1941, obéissait à « deux principes fondamentaux; garder le secret et ne pas faiblir. Dans cet esprit, Himmler ne cessait d'encourager ses sbires à ne pas reculer devant les conséquences les plus extrêmes, comme le massacre de femmes et d'enfants; il s'agissait en effet d'apporter une solution "parfaitement claire" au problème juif; il ne s'estimait par conséquent "pas justifié à extirper les hommes (...) mais à laisser grandir les enfants pour qu'ils se vengent sur nos enfants et nos petits-enfants". (...) Comme la masse de la population allemande n'était pas prête, les S.S. "s'en sont chargés au nom de notre peuple; nous avons endossé cette responsabilité (...) et emporterons le secret dans la tombe". Il ne s'agissait donc pas d'une simple obéissance aux ordres reçus, dans le cadre de la discipline militaire », mais d'assassinats commis par des « hommes prêts à tout pour une "idée", et que l'obéissance au *Führer*, la loi suprême d'une "révolution permanente" et un

état d'exception quotidien plaçaient au-dessus du droit et de la morale. Ils obéissaient à un ordre non seulement militaire, mais idéologique; dans le cadre, non pas de la guerre "normale" entre États, mais d'un objectif idéologique fixé par le pouvoir totalitaire et transcendant l'État lui-même, ils exerçaient une violence sans bornes ignorant toute loi et toute morale. Leur unique "éthique" consistait à surmonter "héroïquement" tous les scrupules moraux et religieux. (...) La S.S. fondait la conscience de sa singularité, faite d'un mélange de fierté et d'abnégation, sur cette tâche particulièrement "difficile", exigeant de nombreux "sacrifices" et un grand "idéalisme" » (Bracher, avec deux citations de Himmler au début). Voici un extrait d'une allocution de Himmler aux officiers supérieurs S.S., prononcée à Posen (aujourd'hui Posnan), en octobre 1943, et qui résume particulièrement bien l'idéologie S.S.:

« Il est foncièrement erroné de vouloir transmettre à d'autres peuples notre âme innocente et sentimentale, notre bonté de cœur, notre idéalisme... (...) Un S.S. doit respecter cette règle fondamentale: nous devons être loyaux, honnêtes, fidèles et généreux envers les membres de notre propre race, mais avec nul autre. Le sort des Russes, ou des Tchèques, m'indiffère totalement. Ce qu'il existe, au sein de ces peuples, de bon sang de notre race, nous irons le prendre, au besoin en dérobant les enfants pour les élever chez nous. Que les autres peuples vivent dans la prospérité ou crèvent de faim, m'intéresse uniquement dans la mesure où nous pouvons avoir besoin d'eux en qualité d'esclaves au service de notre culture; autrement, cela ne m'intéresse absolument pas. Que dix mille femmes russes meurent d'épuisement en construisant un fossé anti-chars, me préoccupe uniquement dans la mesure où il est nécessaire pour l'Allemagne que ce fossé soit terminé. Nous ne serons jamais brutaux et impitoyables lorsque ce n'est pas nécessaire, c'est évident. Nous autres Allemands, le seul peuple du monde qui ait une attitude correcte à l'égard des animaux, adopterons également une attitude correcte à l'égard de ces animaux humains, mais ce serait un crime contre notre sang que de se faire du souci pour eux, et de leur donner des idéaux, qui ne feraient que rendre la tâche plus dure à nos enfants et petits-enfants ».

Le secret était nécessaire parce que l'opinion publique allemande risquait de manquer de la fermeté nécessaire, parce qu'elle risquait de se laisser attendrir, troubler; surtout les nazis ils n'étaient pas sûrs que les générations suivantes, celles qui vivraient dans un monde sans Juifs, comprendraient le sens de leur œuvre. La tâche qui attendait les exterminateurs était belle et noble, mais elle l'était au nom d'une morale d'élite inaccessible aux masses, et bien sûr elle était pénible: c'était un fardeau historique que les nazis assumaient. C'est pourquoi, dans le même discours, Himmler affirmait à propos du génocide: « c'est une page glorieuse de notre Histoire, qui n'a jamais été écrite et ne le sera jamais »¹.

A) Les opérations mobiles de tuerie.

Elles commencèrent juste après l'invasion de l'U.R.S.S., en juin 1941. La première mention des groupes mobiles de tuerie (*Einsatzgruppen*, "groupes d'intervention"; *Einsatzkommandos*: "commandos d'intervention", ou *Sonderkommandos*: "commandos spéciaux") date de mars 1941, mais ils ne furent constitués qu'au printemps. Ils étaient destinés au départ à l'élimination de l'intelligentsia "judéo-bolchevique", une tâche en fait plus politique que raciste, trop difficile pour être confiée à l'armée; le même mois, ils furent "habilités à prendre des mesures exécutoires contre

¹ Hitler cependant rêvait de plaques commémoratives sur les lieux de l'extermination.

la population civile", et en fait ils éliminèrent tous les Juifs sur lesquels ils tombèrent, même ceux qui n'avaient aucun rôle dans le régime soviétique, même les enfants et les vieillards – autrement dit, le racisme pur prit le dessus sur l'anticommunisme: juste avant l'invasion, les ordres allaient explicitement dans ce sens, et personne ne semble avoir relevé cette évolution décisive. Les *Einsatzgruppen* dépendaient du R.H.S.A.

Les exécutions ne commencèrent qu'en août; au début les tueries se limitaient aux hommes adultes. Certaines régions furent passées au peigne fin cependant que dans d'autres il subsista des communautés juives, promises à la déportation. Il y eut deux grandes vagues de massacres, une à l'été 1941, une autre, mieux coordonnée, à partir de septembre. Les tueries se faisaient de manière standardisée, la plus rationnelle et aussi la plus discrète possible: on rassemblait les Juifs en un lieu isolé où l'on avait fait creuser des fosses communes (par d'autres Juifs en général, pour laisser les populations locales le plus possible en dehors de ces affaires); puis on les fusillait au bord des fosses – ainsi à Babi Yar, un ravin proche de Kiev, en septembre 1941 trente-trois mille Juifs furent massacrés à la mitrailleuse. Ces régions étant assez peu peuplées et couvertes de forêts, sur le moment il put arriver que la population non juive eût à peine connaissance de ce qui se passait, mais dans les mois suivants des gens tombèrent forcément sur les fosses communes; à partir de juin 1942, des détachements spéciaux se chargèrent de faire disparaître les traces des massacres en brûlant les cadavres et en dispersant les cendres dans des forêts.

L'armée apporta systématiquement son soutien logistique, livrant les victimes, prenant part aux exécutions collectives, fusillant des Juifs en représailles lorsque les *Einsatzgruppen* avaient eu des ennuis: elle les tenait pour l'âme de la résistance que les Allemands rencontraient. Les miliciens et partisans anticommunistes locaux collaborèrent avec un enthousiasme que les Allemands eurent tendance à trouver excessif et surtout bien brouillon. Les populations non juives, après les premiers défoulements, adoptèrent des attitudes contrastées: en général les gens refusèrent d'aider les occupants, mais ne firent rien non plus pour empêcher les massacres; le nombre familles qui tentèrent de cacher des Juifs fut remarquablement faible.

Les opérations mobiles de tuerie cessèrent fin 1942, entre autres parce que Himmler s'inquiétait des conséquences de ce travail "pénible" sur l'équilibre mental des bourreaux, dont certains se saoulaient pour accomplir leur tâche; et puis il y avait trop de témoins. Les Juifs survivants furent concentrés dans des ghettos, puis très vite ils furent déportés: fin 1943, il n'en restait plus.

B) Le génocide industriel: Wannsee et les camps d'extermination.

La réunion décisive eut lieu en janvier 1942, sur convocation de Göring, à Wannsee dans la banlieue de Berlin; elle servit à organiser la coordination de la "solution finale" à l'échelle de toute l'Europe occupée (et même de la Grande-Bretagne et de la Turquie, au cas où l'Allemagne parviendrait à les occuper). Hitler n'était pas présent mais avait certainement donné des directives verbales. La réunion était présidée par Reinhard Heydrich (1904-1942)¹, directeur du R.H.S.A. (*Reichshochsicherheitdienst*, Office suprême de la Sûreté du Reich – une émanation de la police et de la *Gestapo*, fondée par Himmler en 1939); elle souleva un grand intérêt de la part des responsables des régions occupées à

¹ Heydrich avait appartenu à la marine allemande, d'où il avait été expulsé en 1931 pour une affaire de mœurs; il était entré dans la S.S. juste après, et très vite il était devenu le chef des services de renseignements allemands. Nommé "protecteur" de Bohême-Moravie après Wannsee, il fut assassiné par des partisans tchèques, toujours en 1942; en représailles, les Allemands rayèrent de la carte le village de Lidice.

l'est, encombrés de Juifs déportés dont ils ne savaient plus que faire. Adolf Eichmann, qui avait préparé les statistiques utilisées à Wannsee, fut chargé de la coordination de la "solution finale"¹.

Le plan élaboré à Wannsee était le suivant: les Juifs seraient déportés à l'est de l'Europe, où ils seraient organisés en colonies de travail; la plus grande partie « s'éliminerait tout naturellement par son état de déficience physique »; le « résidu » de ce processus de « sélection naturelle » devait « être traité en conséquence » pour éviter toute renaissance de la "plaie juive" à l'avenir (les citations sont de Heydrich). Pour éviter les complications liées à de possibles interventions sur des cas individuels, les personnalités connues, les Juifs âgés et ceux qui avaient été décorés pour hauts faits durant la première guerre mondiale seraient déportés dans un camp-ghetto à Theresienstadt, dans le protectorat de Bohême; bien entendu, ils étaient également promis à la mort à terme par déportation dans des camps d'extermination (ils le furent en 1944 – seuls 16% survécurent), mais il s'agissait, dans un premier temps, de rassurer – en mars 1942, la Croix-Rouge internationale fut même autorisée à inspecter le camp. Il y avait pour la galerie toute une "vie culturelle" et même, les harpes ayant été décrochées des saules, un orchestre.

L'ensemble des administrations allemandes furent mobilisées, notamment la *Reichsbahn* (les chemins de fer), une administration civile et non partisane, et l'armée. La *Reichsbahn* "budgéta" les déportations au tarif de la troisième classe, quatre *Pfennig* (centimes) par kilomètre de voie ferrée parcourue, demi-tarif pour les moins de dix ans, gratuit pour les moins de quatre ans, tarif de groupe au-delà de quatre cent personnes; la facture était adressée aux services d'Eichmann. Il fallut mobiliser une bonne partie du parc ferroviaire, au détriment des besoins civils et même de ceux de l'armée.

Les déportations, dont la visée était désormais clairement l'extermination, s'étendirent à la Pologne dans les semaines suivant la conférence de Wannsee. Il y eut une phase intermédiaire de concentration des Juifs des petits ghettos dans les grands. Il n'y eut qu'une seule révolte notable, celle du ghetto de Varsovie en avril 1943, déjà en phase avancée d'évacuation (la population du ghetto n'était plus que de soixante-dix mille personnes). Il fallut un mois aux nazis pour en reprendre complètement le contrôle; l'insurrection ne changea rien au sort des Juifs de Pologne mais c'était la première fois, après mille ans de soumission, que des Juifs se révoltaient contre les persécutions.

Puis ce fut au tour des Juifs des pays alliés ou occupés. Il n'y eut d'ordre explicite de Hitler que concernant le Danemark et la France; pour le reste de l'Europe les services de Himmler et ceux de Eichmann prirent l'initiative. Dans l'ensemble, et à la notable exception de la Scandinavie, le succès fut inversement proportionnel à l'autonomie idéologique et politique des régimes en place par rapport au nazisme: maximal aux Pays-Bas directement occupés et dans la Hongrie fasciste; médiocre en Italie, où l'antisémitisme n'est pas une maladie répandue; nul en Espagne, pays qui ne fut jamais militairement occupé par l'Allemagne et dont le *caudillo*, cavernicole baderne légitimiste, avait fort peu d'affection pour le nazisme

¹ C'est par les notes de Eichmann que nous connaissons le déroulement de la conférence. Après la guerre, Eichmann, qui s'était réfugié en Argentine, y fut enlevé par le Mossad, les services secrets israéliens; son procès eut lieu à Jérusalem en 1961. Il fut condamné à mort (la peine de mort fut établie en Israël pour l'occasion, à titre exceptionnel). L'un des livres les plus célèbres de Annah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, est une réflexion sur ce procès auquel elle avait assisté comme journaliste: c'est dans cet ouvrage qu'elle fait la théorie de la « banalité du mal ». C'est également à propos de Eichmann qu'est apparue l'expression: « criminel de bureau ».

"populiste" et "athée", et fit preuve d'une punique ingratitude envers ceux qui l'avaient si bien aidé à l'emporter dans la guerre civile.

En Norvège, les déportations commencèrent en octobre 1942, et au Danemark en octobre 1943. Dans ces deux pays où les Juifs étaient peu nombreux (huit mille en Norvège et six mille cinq cents au Danemark), la déportation fut un échec: la plupart des Juifs gagnèrent la Suède grâce à la solidarité des populations locales, des Danois notamment¹. Aux Pays-Bas, l'élimination des cent quarante mille Juifs commença fin 1942; en France, le premier convoi pour Auschwitz quitta Compiègne en mars 1942². Dans ces quatre pays trouver des exécutants ne posa aucun problème, car ils étaient soit sous occupation militaire allemande directe (le Danemark et les Pays-Bas, dont les nazis considéraient les habitants comme des Germains), soit aux mains de fantoches qui collaborèrent volontiers (Quisling en Norvège, Pétain en France). Il en fut de même dans les Balkans, que ce fût en Serbie et en Grèce occupées, ou dans la Croatie aux mains des Oustachis racistes et pro-nazis; ainsi qu'en Slovaquie – dans ces deux derniers pays cependant, le catholicisme militant des régimes en place entraîna quelques complications au sujet des convertis.

En Italie, le régime fasciste n'était que tardivement devenu antisémite, à partir de 1938, lorsqu'il était tombé sous la coupe de l'Allemagne nazie. Cet antisémitisme officiel était bien moins agressif qu'en Allemagne, et il n'avait guère de relais dans la population: aussi les déportations ne commencèrent réellement qu'en novembre 1943, à une époque où le *Duce*, renvoyé par le Roi en juillet, emprisonné, puis rocambolesquement libéré par les Allemands et placé à la tête d'une fantomatique république fasciste (la "république de Salò", bien nommée d'après sa capitale), dépendait totalement de ses protecteurs nazis, lesquels occupaient toute la partie de l'Italie que les Américains n'avaient pas encore libérée. En Italie aussi la déportation des Juifs fut un demi-échec, du fait de l'impréparation comme du mauvais esprit des Italiens.

Les autres alliés de l'Allemagne firent preuve d'autant de mauvaise volonté: les dictatures locales étaient certes antisémites (et les persécutions s'aggravèrent après 1941: partout les Juifs furent astreints à des travaux forcés ou à la conscription forcée); mais c'était un antisémitisme traditionnel qui n'allait pas jusqu'à une volonté d'extermination physique. Le gouvernement de la Bulgarie multiplia les mesures dilatoires lorsque les Allemands se firent pressants; il y eut cependant des déportations à partir de 1943, mais la majorité des Juifs de Bulgarie demeura dans le pays jusqu'à l'arrivée des armées alliées en août 1944. En Roumanie, où la politique antisémite en vigueur depuis le début des années 1930 se durcit beaucoup en 1941-1942, et où des massacres spectaculaires, nous l'avons vu, eurent lieu dans les régions conquises sur l'U.R.S.S. à la même époque, le gouvernement traîna les pieds et la corruption du régime sauva de nombreux Juifs, cependant que le chef de l'État, le maréchal Antonescu, tentait de vendre les survivants aux Alliés. En Hongrie, la dictature ruralo-nationaliste de l'amiral Horthy refusa tout net de livrer les sept cent cinquante mille Juifs (soit 5% de la population), et même de les exclure de la vie économique; mais en mars 1944 l'Allemagne finit par envahir ce pays, et la communauté juive de Hongrie fut entièrement déportée; les fascistes hongrois, qui prirent le pouvoir à l'automne 1944, prêtèrent main-forte.

¹ Un pont de bateaux, organisé à l'avance et mis en place en une seule nuit, permit à la plupart des Juifs du Danemark de gagner la Suède. Les Juifs de Norvège passèrent par les montagnes.

² Voyez le cours sur ce pays, au chapitre 13.

L'**Espagne**, alliée de l'Allemagne mais neutre dans le conflit, ne livra pas un seul de ses Juifs; des diplomates espagnols parvinrent à "rapatrier" une partie de la communauté judéo-espagnole de Grèce¹.

Les **campes d'extermination**, une institution nouvelle dans l'Histoire de l'humanité, étaient issus de deux éléments préexistants: les camps de concentration (voyez la troisième partie) et les **camions à gaz**. Ces derniers avaient été inventés fin 1939, pour l'élimination des malades mentaux (voyez au chapitre 3): c'était une tentative de rationaliser la mise à mort des indésirables, dans le contexte d'une opération qui demandait une grande mobilité, puisque les détachements de S.S. chargés de l'opération devaient se déplacer rapidement d'un asile psychiatrique à l'autre, et une grande discrétion car on craignait les réactions du personnel soignant et de la population. Dans ces conditions, les nazis eurent l'idée de simplement retourner les pots d'échappement vers l'intérieur de la remorque des camions, de rendre ces remorques hermétiques; ils y faisaient monter les malades mentaux sous prétexte de les transférer dans des camps spécifiques, les éliminaient durant le transport, et déchargeaient les camions dans les fosses communes ou les crématoires des camps de travail forcé. Il s'agissait de la première manifestation de ce trait spécifiquement nazi, la rationalisation et l'industrialisation du meurtre. Les chambres à gaz représentèrent une étape supplémentaire sur cette voie: il ne s'agissait plus de bricoler du matériel déjà existant, mais de construire des usines spécifiquement destinées à donner la mort, où l'on utilisait un gaz spécialement produit pour cette fin, le cyanure d'hydrogène ou *Zyklon-B* (un insecticide).

Les commandos (ou camps) d'extermination (*Sonderkommandos*, littéralement "commandos spéciaux") furent au nombre de quarante-six en tout, tous situés à l'est des frontières du *Reich* en 1937. Le tout premier fut **Kulmhof**, Chelmno en polonais, où à partir de décembre 1941 on massacra les Juifs de la ville voisine de Lodz au gaz d'échappement, selon la méthode primitive inventée en 1939. Le premier camp à fonctionner au *Zyklon-B*, **Belzec**, ouvrit en mars 1942. **Auschwitz** (Oswiecim en polonais), en haute Silésie (dans le Gouvernement général de Pologne), ouvrit en 1940 mais ne devint opérationnel qu'un peu après Belzec. Dès février 1940, les nazis commencèrent à y faire des expériences avec du *Zyklon-B* (les premières victimes furent deux cent cinquante enfants tsiganes, puis six cents prisonniers de guerre soviétiques) – remarquez que dès avant Wannsee la préparation de la "solution finale" était bien avancée, même s'il manquait encore un plan d'ensemble. **Majdanek** se trouvait dans la banlieue de Lublin, dans la zone incorporée au *Reich*. **Sobibor** (ouvert en mai 1942) et **Treblinka** (ouvert en juillet) se trouvaient également dans le Gouvernement général de Pologne.

Assez rapidement, pour des raisons de rationalité et notamment de desserte ferroviaire, l'exécution de la "solution finale" se concentra dans le *Sonderkommando* de **Birkenau** (Brzezinka) à partir de la fin 1943, c'était

¹ Cette communauté avait été expulsée d'Espagne par les Rois catholiques en 1492... L'Espagne avait été, au Moyen Âge et aux temps modernes, l'un des pays les plus antijuifs d'Europe; il y avait eu aussi des mesures d'expulsion en France et en Grande-Bretagne, mais elles avaient été appliquées avec moins de rigueur. L'Espagne, elle, était demeurée *judenrein* (pure de Juifs) durant trois siècles, et les Juifs en 1940 n'y étaient que quelques milliers. Mais entre-temps les mentalités avaient évolué, et en 1942 les diplomates du régime franquiste, lequel défendait pourtant une conception particulièrement rétrograde du catholicisme, considérèrent les Juifs de langue espagnole des Balkans comme des Espagnols et qu'un chrétien se doit de protéger toute vie humaine: ils agirent en conséquence, avec pas mal de courage à l'occasion.

le seul site d'extermination en activité¹. Birkenau était une extension d'Auschwitz, devenu entretemps le plus grand camp de travail du système concentrationnaire nazi. Comme je l'ai souligné plus haut, la limite entre camps de travail et camps d'extermination était floue: lorsque des travailleurs d'Auschwitz ou des *Kommandos* "satellites" étaient trop épuisés, les nazis les évacuaient sur Birkenau pour les gazer.

Les responsables des camps rencontrèrent, outre des problèmes classiques de locaux et d'approvisionnement, diverses difficultés spécifiques: en particulier la corruption (en 1942, le commandant de Buchenwald fut exécuté pour ce motif); la tentation de relations sexuelles entre S.S. et prisonnières, un cas extrême de *Rassenschande*; la tentation permanente du sadisme, qui représentait un danger pour l'ordre et pour la santé mentale des personnels. Rares furent les S.S. sanctionnés pour ce motif; il faut dire que l'administration des camps se déchargea sur des déportés de l'essentiel de la sale besogne. En revanche, ils furent indifférents aux souffrances des Juifs: pour eux, ce n'étaient déjà plus des êtres humains, et l'état physique et moral dans lequel ils arrivaient au camp, ou celui dans lequel ils se trouvaient au bout de quelques jours, ne faisait que confirmer cette perception: la nudité imposée (notamment au cours des appels quotidiens, aussi interminables qu'inutiles, auxquels les déportés assistaient debout en plein air), le fait de manger sans couverts, les batailles pour la nourriture, les diarrhées, les maladies de peau, tout y concourait. Tout ce qui suit vaut aussi pour les autres déportés, mêlés aux Juifs, mais revêtait, en ce qui concernait ces derniers, un caractère de radicalité particulière.

À Sobibor, puis à Treblinka, raconte Primo Levi, un chien avait été dressé à mutiler les détenus à ce commandement: « homme, attaque ce chien! ». Alors que tous les autres détenus étaient fichés et que leur mort était enregistrée sur la fiche, les Juifs n'avaient droit à aucune fiche de décès. À partir de 1942, à Auschwitz et dans les camps satellites, les déportés (juifs ou non) furent tatoués, comme des esclaves ou des bestiaux menés à l'abattoir: une mesure complètement gratuite, car les triangles cousus sur les uniformes suffisaient amplement.

Tous les déportés juifs n'étaient pas immédiatement mis à mort. Ils étaient triés à leur arrivée, seuls étaient exécutés les inutiles (les enfants, les vieux, les faibles, les intellectuels) – Primo Levi échappa à la mort parce qu'il était chimiste. Les autres étaient utilisés, à titre provisoire évidemment, pour le travail forcé: le *Reich* manquait de main-d'œuvre, en partie à cause de sa politique antisémite; ainsi beaucoup de détenus d'Auschwitz travaillaient pour l'usine de la I.G. Farben; d'autres travaillaient dans le bâtiment, et la S.S. avait ses propres entreprises qui produisaient des brosses, des paniers, des galoches, etc. Mais les conditions de logement, de nourriture et d'hygiène étaient telles qu'ils n'étaient guère productifs, et une partie des travaux qu'on leur faisait effectuer n'avait pas la prétention de l'être: pour utiliser le vocabulaire de Hilberg, la logique de production et celle d'extermination interféraient; pour utiliser celui de Goldhagen, la cruauté envers les Juifs, qu'il analyse comme l'effet d'un désir de vengeance pour tous les maux passés que les Juifs avaient fait à la nation allemande², l'emportait

¹ Des formes plus primitives d'extermination continuaient à être pratiquées à l'occasion. Ainsi en novembre 1943, dans le cadre d'une opération baptisée "fête des moissons", plusieurs dizaines de milliers de Juifs qui travaillaient dans des usines d'armement de la région de Lublin furent massacrés à la mitrailleuse.

² Dans un passage assez convainquant, Goldhagen explique notamment que l'obsession des nazis de "mettre les Juifs au travail", alors que dans le même temps on les exterminait et que ce travail ne pouvait pas être

sur les nécessités du travail productif – il insiste sur le fait que le travail forcé improductif et les phénomènes de sadisme touchaient beaucoup plus les Juifs que les autres *Häftlinge*. Concernant les non-Juifs, la rationalité économique avait plus de place, ce qui fait que leur productivité était loin d'être négligeable, et les comportements de compassion de la part des bourreaux étaient moins exceptionnels; cependant les hiérarchies que les nazis faisaient entre les races se retrouvaient dans les camps: les Français étaient mieux traités que les Polonais, les plus maltraités après les Juifs étaient les Russes.

Au camp féminin de Helmbrechts, dans l'hiver 1944-1945, d'après un témoignage d'une ancienne déportée non juive cité par Goldhagen, les prisonnières juives « étaient entassées dans des baraques trop petites; elles étaient obligées de dormir sur le sol glacé. On leur avait tout pris. Elles n'avaient rien d'autre que des chemises pour affronter l'hiver. Nous étions près de leurs baraques et nous ne pouvions pas dormir à cause de leurs gémissements. C'était une terrible torture¹. Leur nourriture était pire encore: rien que des navets, et une seule fois par jour. Si ces pauvres femmes dissimulaient le plus petit objet personnel, un souvenir d'un être aimé, une photographie, etc., elle étaient battues jusqu'au sang par les gardiennes S.S. à coup de matraque, et contraintes de rester nues dehors de longues journées, pieds nus sur le sol caillouteux dans un froid terrible. Leurs jambes étaient gonflées comme des barattes à beurre; les plus affaiblies s'effondraient ».

Goldhagen continue ainsi: « les gardiennes allemandes² cherchaient à dépouiller les prisonnières juives de tout vestige d'humanité. Elles ignoraient leurs besoins les plus vitaux. Elles les battaient jusqu'au sang, sans motif, selon leur caprice. Elles leur interdisaient de posséder le plus petit objet personnel, le plus infime signe de leur identité. À tous égards, elles traitaient différemment les prisonnières non juives, qu'elles reconnaissaient au moins comme des êtres humains, même si c'était à contre-cœur. La ségrégation la plus stricte régnait entre Juives et non-Juives, et tout échange verbal était strictement interdit³. Les non-Juives avaient le droit de conserver des objets personnels, et on les nourrissait assez pour leur permettre d'effectuer un travail productif. (...) Sur plusieurs mois, pas une seule prisonnière russe d'Helmbrechts ne mourut de faim. Dans les cinq semaines qu'elles ont passé à Helmbrechts, quarante-cinq prisonnières juives moururent ».

Certains déportés, même juifs, parvinrent à survivre assez longtemps, soit parce qu'ils se firent complices du système, soit parce qu'ils parvinrent à se rendre indispensables et de ce fait à arracher des **privilèges**: ainsi Primo Levi survécut plus d'un an à Auschwitz. D'autres, sous le choc, s'effondraient psychologiquement, se traînaient, se

productif dans les conditions qu'ils leur faisaient, répondait à l'ancienne image du Juif paresseux, incapable de travailler de ses mains, parasite, vivant du labeur des Allemands – voyez le texte de Luther cité au chapitre 1; aussi « mettre les Juifs au travail n'avait d'autre but que lui-même »; vue la vision que les nazis avaient des Juifs, les faire travailler était en soi une torture. Cela explique bien aussi pourquoi les nazis condamnèrent au travail forcé en camp des femmes et des hommes qu'ils venaient de priver de toute activité productive dans l'économie allemande!

¹ Pour qui?

² La substitution de "allemandes" à "S.S." (terme employé par la témoin) n'est pas innocente: la sensibilité de Goldhagen s'y exprime très clairement.

³ Ceci n'est pas typique de l'ensemble des camps.

laissaient voler leur ration, étaient incapables de ruser avec le système, et mouraient en quelques jours; on les surnommait les "musulmans".

« À Auschwitz, (...) sur l'ensemble des anciens détenus juifs (...) il ne restait en 1944 que quelques centaines de survivants: aucun de ces survivants n'était un *Häftling* ordinaire, végétant dans un *Kommando* ordinaire et se contentant de la ration normale. Il ne restait que les médecins, les tailleurs, les cordonniers, les musiciens, les cuisiniers, les homosexuels encore jeunes et attirants, les amis ou compatriotes de certaines autorités du camp, plus quelques individus particulièrement impitoyables, vigoureux et inhumains, solidement installés (après y avoir été nommés par le commandement S.S., qui en matière de choix témoignait d'une connaissance diabolique de l'âme humaine) dans les fonctions de *Kapo*, *Blockältester* [chef de baraque] ou autres. Restaient enfin ceux qui, sans occuper de fonctions particulières, avaient toujours réussi, grâce à leur astuce et à leur énergie, à s'organiser¹ avec succès, se procurant ainsi, outre des avantages matériels et une réputation flatteuse, l'indulgence et l'estime des puissants du camp. Ainsi, celui qui ne sait pas devenir *Organisator*, *Kombinator*, *Prominent* (farouche éloquence des mots!) devient inéluctablement un "musulman". Dans la vie, il existe une troisième voie, c'est même la plus courante; au camp de concentration, il n'existe pas de troisième voie.

Le plus simple est de succomber: il suffit d'exécuter tous les ordres que l'on reçoit, de ne manger que sa ration et de respecter la discipline au travail et au camp. L'expérience prouve qu'à ce rythme on résiste rarement plus de trois mois. Tous les "musulmans" qui finissent à la chambre à gaz ont la même histoire, ou plutôt ils n'ont pas d'histoire du tout: ils ont suivi la pente jusqu'au bout, naturellement, comme le ruisseau va à la mer. Dès leur arrivée au camp, par incapacité foncière, par malchance, ou à la suite d'un incident banal, ils ont été terrassés avant même d'avoir pu s'adapter. Ils sont pris de vitesse: lorsque enfin ils commencent à apprendre l'allemand et à distinguer quelque chose dans l'inférieur enchevêtrement de lois et d'interdits, leur corps est déjà miné, et plus rien désormais ne saurait les sauver de la sélection ou de la mort par faiblesse. Leur vie est courte mais leur nombre infini. Ce sont eux, les *Muselmänner*, les damnés, le nerf du camp; eux, la masse anonyme, continuellement renouvelée et toujours identique, des non-hommes en qui l'étincelle divine s'est éteinte, et qui marchent et peinent en silence, trop vides déjà pour souffrir vraiment. On hésite à les appeler des vivants: on hésite à appeler mort une mort qu'ils ne craignent pas parce qu'ils sont trop épuisés pour la comprendre.

Ceux-là ne valent pas la peine qu'on leur adresse la parole, puisqu'on sait d'avance qu'ils commenceront à se plaindre et à parler de ce qu'ils mangeaient lorsqu'ils étaient chez eux. Inutile, à plus forte raison, de s'en faire des amis: ils ne connaissent personne d'important au camp, ne travaillent pas dans des *Kommandos* intéressants et n'ont aucun moyen secret de s'organiser. Enfin, on sait qu'ils sont là de passage, et que d'ici quelques semaines il ne restera d'eux qu'une poignée de cendres dans un des champs voisins, et un numéro matricule coché dans un registre. Bien qu'ils soient ballottés et confondus sans répit dans l'immense foule de leurs semblables, ils souffrent et avancent dans une solitude intérieure absolue, et c'est encore en

¹ Un mot de la L.T.I., synonyme de: "se débrouiller illégalement".

solitaires qu'ils meurent ou disparaissent, sans laisser de traces dans la mémoire de personne.

Ils peuplent ma mémoire de leur présence sans visage, et si je pouvais résumer tout le mal de notre temps en une seule image, je choisirais cette vision qui m'est familière: un homme décharné, le front courbé et les épaules voûtées, dont le visage et les yeux ne reflète nulle trace de pensée » (Primo Levi, *Si c'est un homme* – j'ai modifié l'ordre des paragraphes).

Il y eut des projets d'évasion, quelques-uns furent suivis d'évasions effectives; quelques révoltes, notamment à Treblinka en août 1943 et à Sobibor en octobre de la même année. En octobre 1944 à Auschwitz, un *Sonderkommando* chargé des cadavres parvint à faire sauter un crématoire. Mais parmi les déportés raciaux il n'y eut jamais rien de semblable aux structures politiques des camps de travail: dans leur grande majorité les Juifs d'Europe n'étaient pas des militants; ceux qui l'étaient ne s'entendaient pas entre eux; et puis la plupart des déportés raciaux moururent avant d'avoir pu réagir.

Certains déportés, surtout juifs et tziganes, étaient utilisés pour des expériences médicales; la plupart de ces expériences étaient classiques, à ceci près que les cobayes des camps n'étaient pas consentants; d'autres étaient dictées par le désir d'élargir le processus de destruction – on testa des produits stérilisants, ou propices à provoquer diverses maladies. Dans ces expériences, le sadisme joua un rôle non négligeable. Le docteur Mengele, le médecin en chef d'Auschwitz, est demeuré tristement célèbre, en partie parce que jusqu'à sa mort il a échappé à la justice en se cachant sous une fausse identité, en Allemagne.

Les opérations de mise à mort proprement dites se faisaient en secret: dans les documents administratifs, où l'ensemble du langage employé était codé, la mise à mort elle-même était désignée sous le nom de *Sonderbehandlung* (traitement spécial); l'ensemble des personnels des camps devait jurer le silence. Il s'agissait essentiellement de ne pas alarmer les futures victimes; mais les nazis se méfiaient aussi de l'opinion publique allemande, qu'ils jugeaient trop "sensible". Pourtant l'information se répandit, par le biais des évadés, des nombreux visiteurs que recevait le complexe concentrationnaire d'Auschwitz-Birkenau (des ingénieurs, des ouvriers, etc.), et tout simplement par les voisins – les feux des crématoires se voyaient à une vingtaine de kilomètres. De plus, la disparition de communautés juives entières ne passa pas inaperçue. Dès le début ou presque, les services de renseignement alliés savaient l'essentiel (notamment par le biais d'un rapport du *Bund*, le parti socialiste juif de Pologne, qui était parvenu à Londres en mai 1942, et par un rapport de la section suisse du Congrès juif mondial, de juin 1942); mais les gouvernements anglo-saxons firent de la rétention d'information, en partie pour éviter que leur opinion publique ne fût pression pour que la délivrance des Juifs devînt l'objectif premier de la stratégie des armées occidentales: cela eût bouleversé tous les plans stratégiques, lesquels visaient à la défaite totale de l'Allemagne (s'occuper des Juifs en priorité eût signifié négocié)¹; par ailleurs, si les Occidentaux avaient

¹ Cette attitude persista après-guerre. Dans son article *A sea of shoes: la perception de la Shoah aux États-Unis*, paru dans la revue *Sources: revue d'études anglophones* au printemps 1999, l'historien Bernard Genton souligne que c'est d'autant plus étonnant qu'il y avait de nombreux Juifs parmi les troupes d'occupation, y compris des Juifs allemands qui avaient émigré dans les années 1930. Ce silence a persisté, en gros, jusqu'aux années 1970; aux raisons que j'ai évoquées au chapitre 13 du cours pour la France il faut ajouter, pour les États-Unis, un certain sentiment de culpabilité pour n'être intervenus que trop tard à cause de la raison d'État.

retardé leur débarquement en Europe Staline, dont certains se méfiaient déjà, en eût sans doute profité pour faire avancer ses troupes le plus possible vers l'ouest – lui n'avait pas d'opinion publique à ménager. Quant aux Allemands, à l'évidence ils savaient que quelque chose de très grave se passait en Pologne; mais quoi exactement, ce devait être difficile à concevoir (les nazis eux-mêmes y avaient mis neuf ans), et puis il y avait d'autres priorités: la répression politique ordinaire, la course à l'approvisionnement, les bombardements alliés à partir de 1943 – de manière générale le sort des Juifs était certainement le cadet des soucis de la grande majorité des Européens, même non antisémites.

La chaîne d'extermination fonctionnait selon les principes du taylorisme. Les convois étaient déchargés à proximité des chambres à gaz; c'était là que la sélection avait lieu – parfois les malades grabataires étaient abattus sur place; ceux qui étaient épargnés par la sélection étaient dirigés vers les sections de travail forcé. Puis l'on faisait déshabiller les Juifs dans des baraques, en leur faisant croire qu'ils récupéreraient leurs vêtements après une douche: cela permettait de fouiller les habits sans avoir besoin de retourner ou de déshabiller des cadavres. Les chambres à gaz étaient maquillées en salles de douche; le gaz sortait par les pommeaux. Pour la fabrication du gaz, le Zyklon-B, le régime fit appel à des firmes privées. L'entreprise I.G. Farben, qui avait installé une usine à Auschwitz, fournit le produit stabilisateur. L'agonie des victimes durait de deux minutes à un quart d'heure. En mai-juin 1944, à Birkenau, le rythme des gazages atteignit les douze mille par jour; d'autres *Häftlinge* juifs mouraient de maladie et de mauvais traitements dans le camp de travail. Puis les *Sonderkommandos* (commandos spéciaux), formés de déportés (et régulièrement liquidés), emportaient les cadavres;

Dans son article, Bernard Genton montre que dès 1941 il y avait eu des articles à ce sujet dans la presse américaine: les premiers comptes rendus des opérations mobiles de tuerie parurent dans la presse new-yorkaise en yiddish, en juillet de cette année-là. Mais la grande presse en anglais mit du temps à rendre compte de ces informations; ces articles étaient brefs pour la plupart, et le génocide n'y était pas distingué des autres "atrocités" nazies: l'ampleur, le caractère systématique et la spécificité de la "solution finale" n'étaient pas perçus. L'antisémitisme n'était pas inconnu à cette époque aux États-Unis: Lindbergh, par exemple, le professait; il y eut des incidents antisémites à New York et à Boston en 1940-1941. L'incrédulité a joué un rôle aussi – on se souvenait du "bourrage de crânes" de la première guerre mondiale, et il était totalement impossible de vérifier les informations venues d'Europe; or le principe du journalisme d'investigation américain, selon un vieux dicton des journalistes de Chicago, c'est: "si votre mère vous dit qu'elle vous aime, vérifiez-le". De plus, pour les raisons évoquées dans le corps du texte, aucune confirmation officielle ne vint jusqu'à une date assez tardive (décembre 1942). En 1943, il y eut cependant un débat sur la possibilité et la nécessité d'agir spécifiquement pour sauver les Juifs, et une campagne de divers groupes de pression; tout cela n'eut strictement aucun effet sur les gouvernements. Au contraire, la rétention d'information redoubla... et l'intérêt pour ce thème retomba à la fin de l'année, sauf dans quelques revues de diffusion limitée. Même la découverte de Majdanek, le premier camp d'extermination atteint par l'Armée rouge en juillet 1944, n'incita pas les journalistes anglo-saxons à prêter attention au caractère spécifiquement antisémite de l'extermination: ils insistèrent avant tout sur ses aspects les plus spectaculaires (les choux poussant avec l'engrais des cendres des victimes, le *Beau Danube bleu* diffusé par les haut-parleurs, etc.). En novembre 1944, une majorité d'Américains estimaient à "environ cent mille" le nombre de victimes des "atrocités nazies", en général. (Merci à Antoine Genton, Hypokhagne et Khagne 1997-2000, pour m'avoir communiqué cet article de son oncle).

au passage, ils arrachaient les dents en or¹. Au début les corps furent parfois inhumés, mais les nazis y renoncèrent assez vite, à cause de problèmes d'hygiène et aussi pour ne pas laisser de traces. Les victimes du génocide furent donc brûlés, à ciel ouvert ou dans des fours crématoires. Il y eut quelques expériences visant à aller plus loin encore, à faire des corps humains une matière première industrielle, par exemple pour la fabrication de savon²; mais sur ce point les nazis ne passèrent jamais au stade industriel.

C) Les marches de la mort.

L'existence des camps de la mort fut relativement brève. En novembre 1944, comme l'Armée rouge approchait des régions où se trouvaient les installations d'extermination, Himmler décida que la question juive était près d'être résolue, et qu'il fallait fermer les camps; les nazis détruisirent les installations de mort afin qu'il n'y eût pas de traces, afin qu'un révisionnisme fût possible.

Auschwitz fut vidé en janvier 1945: les détenus furent évacués vers d'autres camps en Allemagne (Buchenwald, Mauthausen, Bergen-Belsen, etc.), qui furent eux-mêmes évacués au printemps devant l'avancée des armées soviétiques. C'est ce que l'on appelle les "marches de la mort": en effet, les nazis semblent avoir essayé de profiter de cette dernière occasion pour achever le travail: « une marche de la mort n'était pas un moyen d'aller d'un point à un autre, elle était un moyen de faire mourir » (Goldhagen). Ce n'était pas très ardu vu l'état d'affaiblissement des *Häftlinge* soumis depuis des mois au régime nazi du travail forcé; mais les gardiens, qui n'étaient pas tous des S.S., ne se contentèrent point de ne presque pas les nourrir, de les faire coucher à la belle étoile en plein hiver ou d'abandonner les mourants au bord des routes gelées, ils abattaient systématiquement ceux qui étaient trop épuisés pour marcher. Goldhagen remarque que ces marches de la mort eurent lieu en partie sur des initiatives locales (il n'y avait plus de directives claires), que les nazis s'acharnaient toujours particulièrement contre les Juifs même lorsque les ordres étaient de les épargner, que les mauvais traitements durèrent

¹ « On reste stupéfait devant ce paroxysme de perfidie et de haine: c'était aux juifs de mettre les juifs dans les fours, il fallait démontrer que les juifs, une sous-race, des sous-hommes, se pliaient à toutes les humiliations, allaient jusqu'à se détruire eux-mêmes. Il est attesté, d'autre part, que tous les S.S. n'acceptaient pas de bon cœur la tâche quotidienne du massacre; déléguer une partie de la besogne aux victimes elles-mêmes, et précisément la plus sale, devait présenter l'avantage (...) de soulager quelques consciences. (...) Au moyen de cette institution on tentait de déplacer sur d'autres, et spécialement sur les victimes, le poids de la faute, de sorte que, pour les soulager, il ne leur restait même pas la conscience de leur innocence. Il n'est ni facile ni agréable de sonder cet abîme de noirceur, et je pense cependant qu'on doit le faire, car ce qu'il a été possible de commettre hier pourra être tenté à nouveau demain, pourra nous concerner nous-mêmes et nos enfants. On est tenté de détourner les yeux, et de tourner ailleurs son esprit: c'est une tentation qu'il faut repousser. En effet, l'existence des équipes spéciales avait une signification, elle contenait un message: "nous le peuple des Seigneurs, nous sommes vos destructeurs, mais vous n'êtes pas meilleurs que nous; si nous le voulons, et nous le voulons, nous sommes capables de détruire non seulement vos corps, mais aussi vos âmes, comme nous avons détruit les nôtres » (Levi, *Les naufragés et les rescapés*).

² Ne confondez pas avec les anecdotes sur les peaux de déportés transformées en abat-jours, etc.: il s'agit de sadisme "ordinaire", et il y en a de nombreux autres exemples, tout au long, notamment, de l'Histoire du colonialisme.

jusqu'à la toute dernière minute, et que les populations civiles se montrèrent dans l'ensemble fort hostiles aux prisonniers, allant à l'occasion jusqu'à participer aux tueries (à Gardelegen, des *Hitlerjugend* brûlèrent vifs mille deux cents Juifs dans une grange). Il souligne qu'à l'heure où tout le monde savait que la défaite et la punition approchaient, il s'agissait de comportements irrationnels. Si on ne le suit pas dans son obsession d'une prédisposition particulière du peuple allemand à l'antisémitisme exterminatoire, on est obligé de constater que parmi les gardiens, dans ces milieux fermés et habitués depuis des années à l'exercice quotidien et banal de la brutalité, tout comme dans le milieu à peine moins fermé et passablement déshumanisé aussi que constituait l'Allemagne après douze ans de nazisme, l'exaltation idéologique l'avait emporté depuis longtemps sur le sens des réalités.

D'après Goldhagen, qui multiplie les descriptions de squelettes vivants, ces « massacres ambulatoires » coûtèrent la vie à deux cent cinquante mille à trois cent soixante-quinze mille personnes, soit 30 à 50% de la population (juive ou non) des camps au moment de leur évacuation.

Bilan:

Outre les trois cent mille victimes environ des marches de la mort, il y eut cent cinquante mille victimes à Chelmno, cinq cent cinquante mille à Belzec, deux cent mille à Sobibor, sept cent cinquante mille à Treblinka, cinquante mille à Majdanek, un million à Auschwitz-Birkenau¹ et trois cent mille dans les autres camps. Au total, selon Hilberg trois millions de Juifs périrent dans les camps, un million trois cent mille dans les opérations mobiles de tuerie et huit cent mille par suite de privations et de brutalités "ordinaires" dans les ghettos ou sur leur route. Par comparaison, trois millions et demi de prisonniers de guerre soviétiques et polonais ont péri, deux cent quarante mille Tsiganes et un million cent mille détenus non raciaux des camps de concentration.

Au total, Hilberg donne le chiffre d'environ cinq millions cent mille victimes juives du nazisme (on arrondit souvent à six millions), soit les deux tiers des Juifs d'Europe et 40% de tous les Juifs; les communautés juives d'Europe centrale disparurent presque entièrement (les survivants ne se réinstallèrent pas dans ces régions), et avec elle une culture millénaire, celle des villes, des *shtetl* et du yiddish – d'autant qu'en Israël, les émigrants d'avant la guerre et les survivants bâtirent une culture très différente, en rejet du monde d'avant, et qu'aux États-Unis l'assimilation a fait son œuvre². La communauté juive allemande, bien mieux intégrée avant 1933, disparut aussi. Les communautés d'Europe occidentale et méditerranéenne furent très inégalement touchées, mais toutes perdirent plus d'un tiers de leurs membres (les plus détruites furent celles des Pays-Bas et de Serbie et la moins ravagée, la petite communauté italienne); celles de Scandinavie, minuscules, survécurent. C'est pour rendre compte de l'énormité et de la spécificité de ce crime que le concept de "crimes contre l'humanité" a été élaboré lors des procès de Nuremberg; ces crimes sont imprescriptibles et sont passibles d'un droit spécifique, international, qui est censé s'imposer aux États.

Le souvenir du génocide a poursuivi les survivants jusqu'à leur mort, et hante souvent encore leurs enfants. Levi évoque leur honte, « celle qui nous submergeait après les sélections et chaque fois qu'il nous fallait assister à un outrage ou le subir; la honte que les Allemands ne connurent pas, ce que le juste éprouve devant la faute commise par autrui, le remords éprouvé parce qu'elle existe, qu'elle a été introduite irrévocablement dans le

¹ Chiffres de Bernard Genton.

² Il est demeuré des écrivains yiddish, dont l'Américain Isaac Bashevis Singer (1904-1991), prix Nobel 1978; mais si la langue continue d'être cultivée par des militants, elle n'est plus guère parlée.

monde des choses existantes, et que sa volonté ait été nulle ou trop faible, et qu'elle ait été impuissante » (*La trêve*); celle aussi, qu'Antelme évoque également, d'avoir failli parfois, inévitablement, au devoir de solidarité: « la demande de solidarité, d'une parole humaine, d'un conseil ou même simplement d'une écoute était permanente et générale, elle était rarement satisfaite. Le temps manquait, et l'espace, et la patience, la force; le plus souvent, celui à qui s'adressait cette prière se trouvait pour sa part dans un état de besoin » (Levi, *Les naufragés et les rescapés*).

Cette honte ne pouvait que survivre à la libération, et avec elle « une autre honte, plus vaste, la honte du monde » (*ibidem*); elle s'accompagnait du sentiment de la culpabilité d'avoir survécu plutôt qu'un autre, comme ces prisonniers trop faibles qui se sacrifièrent en répartissant leur ration entre les autres pour que ceux-ci eussent une chance de plus de survivre; de la difficulté de retrouver une vie normale dans un univers qui semblait, surtout dans l'immédiate après-guerre, à l'"âge des héros" (voyez le cours sur la France, au chapitre 13), tout ignorer de ce que l'univers génocidaire avait révélé de l'homme. « Nous avons enduré la saleté, la promiscuité et l'abaissement... (...) Nous avons tous volé. (...) Nous avons oublié non seulement notre pays et notre culture, mais aussi notre famille, le passé, le futur que nous avons imaginé » (*ibidem*). Cette « incommunicabilité » déjà vécue dans les camps (linguistique bien sûr, entre déportés, entre les déportés et les S.S.; mais aussi l'incapacité totale à comprendre l'univers mental du génocide, sa raison d'être), réitérée et comme étendue au monde entier après 1945, était insupportable. Il y eut de nombreux suicides juste après le retour à la liberté. Levi lui-même s'est suicidé un an après avoir écrit les lignes que je viens de citer, en avril 1987. Voici les premiers mots de *La trêve*, un poème de même titre rédigé en janvier 1946:

« Nous rêvions dans les nuits sauvages
des rêves denses et violents
que nous rêvions corps et âme:
rentrer, manger, raconter
jusqu'à ce que résonnât, bref et bas,
l'ordre qui accompagnait l'aube:
"Wstawac"

et notre cœur en nous se brisait.
Maintenant nous avons retrouvé notre foyer,
notre ventre est rassasié,
nous avons fini notre récit.
C'est l'heure. Bientôt nous entendrons de nouveau
l'ordre étranger:
"Wstawac" ».